

Une stratégie pour réaliser un changement transformateur

Un mieux-vivre durable pour tous



1. Notre mission, notre vision et notre portée
2. Message du président
3. Message du président-directeur général
4. Conseil d'administration de l'IISD
5. L'équipe de l'IISD
6. La Grande transition : périple d'une idée
8. Vers un changement transformateur : le plan stratégique quinquennal de l'IISD
12. Une entreprise difficile : faire en sorte que les rajustements à la frontière pour le carbone aillent dans le sens du développement durable
13. La recherche d'un glissement de paradigme dans les liens entre la durabilité et l'investissement
14. La réforme des subventions pour les combustibles fossiles, un objectif difficile à atteindre
15. Faciliter le glissement vers des marchés durables et une économie verte
16. Une voix pour le changement qui fait une différence
17. La voie vers un avenir sobre en carbone
18. La gestion des connaissances élargit l'impact et la portée de l'IISD
19. Encourager le changement avec des mécanismes de responsabilisation plus fermes
20. Les technologies de la communication peuvent susciter un changement mondial conduisant à la durabilité
21. Deux approches pour atteindre la paix et le développement durables
22. Réaliser un changement positif grâce à une meilleure gestion des risques liés au climat
23. L'avenir du lac Winnipeg : un contre-exemple de possibilités et de vision
24. Financer l'avenir : l'évolution des dons
25. IISD : neutre en carbone depuis 2004
26. 2010-2011, Engagements de subventions et revenus reconnus par thème du plan stratégique
28. Bilan consolidé de l'IISD

Siège

161, Portage Avenue Est,
6^e étage
Winnipeg (Manitoba) Canada
R3B 0Y4
Tél. : +1 204 958-7700
Télec. : +1 204 958-7710
info@iisd.ca
www.iisd.org

Bureau de Genève

La maison internationale de
l'environnement 2
9, chemin de Balexert
1219 Châtelaine
Genève, Suisse
Tél. : +41 22 917-8683
Télec. : +41 22 917-8054

Bureau d'Ottawa

75, rue Albert, bureau 903
Ottawa (Ontario) Canada
K1P 5E7
Tél. : +1 613 238-2296
Télec. : +1 613 238-8515

Services d'information de l'IISD

300 East 56th Street #11D
New York, NY 10022 USA
Tél. : +1 646 536-7556
Télec. : +1 646 219-0955
www.iisd.ca

Notre mission et notre vision

L'Institut international du développement durable (IISD) contribue au développement durable en formulant des recommandations sur les politiques concernant le commerce et les investissements internationaux, la politique économique, les changements climatiques et l'énergie, la gestion du capital naturel et social ainsi que le rôle habilitant des technologies de l'information dans ces domaines. Nous rendons compte des négociations internationales et partageons le savoir que nous avons acquis lors de projets collaboratifs. Cela se traduit par une recherche plus rigoureuse, un développement des capacités dans les pays en développement, des réseaux de meilleure qualité entre le Nord et le Sud ainsi que de meilleures connexions mondiales entre les chercheurs, praticiens, citoyens et décideurs.

L'IISD a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. L'IISD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis. Il bénéficie de subventions de fonctionnement de base du gouvernement du Canada, qui lui sont versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et Environnement Canada, ainsi que du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projets lui sont également accordés par différents gouvernements, au Canada comme à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées.

Notre portée

Nos sites Web

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, nous avons constaté une augmentation de plus de la moitié du nombre de visiteurs et de téléchargements uniques de documents en format PDF par rapport aux 12 mois précédents pour les deux principaux sites Web de l'IISD (le site Web de recherche : www.iisd.org et le site « Linkages » du Service d'information : www.iisd.ca).

Nos listes d'envoi

L'IISD exploite un certain nombre de listes d'envoi auxquelles sont abonnés des gens du monde entier. Le nombre total de nos abonnés au 31 mai 2011 excédait 126 000, soit une augmentation de 12 p. 100 par rapport à la même période l'an dernier. Pour en apprendre plus sur nos listes et vous y abonner, veuillez visiter l'adresse suivante : www.iisd.org/maillinglists.asp.

Publications

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, sauf les documents des Services d'information, l'IISD a produit 165 articles, commentaires, brochures, extraits, vidéos et contributions à d'autres publications, soit une augmentation de 5 p. 100 par rapport aux 12 mois précédents. Ces documents se trouvent à l'adresse suivante : www.iisd.org/publications.

Médias

Selon ce que l'Institut a constaté, il a été mentionné 769 fois dans les médias au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, soit un déclin de 20 p. 100 par rapport aux 12 mois précédents. Ce changement est attribué à un fort déclin de la couverture médiatique des pourparlers de Cancun sur les changements climatiques en 2010 par rapport à l'activité médiatique autour de ceux de Copenhague en 2009. Le point fort de l'année a été la couverture considérable des travaux de l'Institut dans le domaine de la réforme des subventions pour les combustibles fossiles. Ce sujet a suscité plus de 306 mentions de l'Institut dans les médias, soit 40 p. 100 du nombre total recensé au cours de l'exercice.

Notre équipe, nos connaissances

Ces chiffres ne représentent que quelques mesures spécifiques de notre portée. Ils ne donnent une vue complète ni de nos efforts, ni de notre impact. Pour cela, il faut également tenir compte de notre élément humain, l'équipe de l'IISD, allant de notre personnel, nos associés et des entrepreneurs avec lesquels nous collaborons, à tous les partenaires qui nous aident à diffuser les connaissances dans le domaine du développement durable. Ainsi, nous sommes présents, à titre d'organiseurs ou de participants, lors de nombreux ateliers et conférences dans le monde entier. Nous avons de nombreuses réunions en personne avec des décideurs et des partenaires, nous sommes toujours présents pour rendre compte des réunions et activités internationales, nous plaçons des stagiaires dans le monde entier, et nous partageons tous nos documents, permettant qu'ils soient affichés sur d'autres sites Web ou sur des blogues ou qu'ils apparaissent dans un vaste éventail de journaux spécialisés et magazines.

www.iisd.org



www.iisd.ca

Message du président

L'an dernier, l'IISD a centré ses efforts sur son avenir avec le recrutement d'un nouveau président-directeur général, Franz Tattenbach, et la commémoration des apports faits par son président-directeur général sortant, David Runnalls, au cours des dix dernières années. La gestion d'une transition du leadership est un événement majeur qui, lorsqu'elle est réalisée avec brio et minutie, peut constituer une indication caractéristique de pratique exemplaire et d'expérience organisationnelle. En ce qui concerne les résultats fondés sur le rendement, les membres du conseil d'administration de l'Institut, ses cadres de direction et ses employés ont fait preuve d'une capacité enviable à gérer le changement.

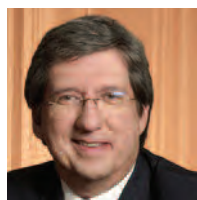
L'élaboration d'un cadre fondé sur le rendement pour mettre en œuvre le plan stratégique de l'IISD qui souligne la nécessité d'un changement transformateur est le défi que nous allons désormais nous efforcer de relever. Il s'agit d'un changement de cap de la culture d'entreprise motivé par l'approche stratégique incorporée dans notre plan ainsi que l'introduction de nouveaux processus et critères de mesure. Pourquoi changer de formule ou d'approche alors que l'ancienne s'était avérée fructueuse pendant plus de 20 ans?

La réponse se trouve dans l'examen et l'analyse entrepris, il y a quelques années, pendant le mandat de David et raffinés après l'arrivée de Franz. Les changements gigantesques auxquels nous devons faire face dans les décennies à venir, y compris les accroissements de la population, la dégradation de l'environnement et les attentes socio-économiques, exigent une façon de penser novatrice et de nouvelles approches. Ajoutez à cela les capacités diminuées des gouvernements du monde développé, des réalités géopolitiques mouvantes et le sentiment de plus en plus répandu que si les solutions ne peuvent pas être trouvées en haut, elles devront venir de la base et du milieu, et vous avez alors un terrain fertile pour le développement de nouvelles approches et l'élaboration de nouveaux outils.

Si l'on considère ce qui s'est passé en 2010 et au cours des premiers mois de cette année, l'énorme variabilité des événements liés à la météo, les tsunamis et tremblements de terre dévastateurs, la fragilité croissante des espèces en danger, ainsi que les demandes de ressources naturelles et énergétiques limitées qui nous poussent vers une transformation économique et technologique sont frappants. Nous ne pouvons pas non plus ignorer le sempiternel besoin de faire face aux traitements inévitables quant à l'accès aux ressources qui sont le fait d'un vaste pourcentage de nos semblables. De crainte que le lecteur ne s'imagine qu'il ne s'agit que de minéraux, de sources d'énergie et de denrées similaires, il convient de rappeler qu'il n'est pas d'exigence plus impérieuse que celle posée par la dépendance par rapport à l'eau, cette précieuse ressource limitée indispensable à la vie et au bien-être humains. Ainsi, les modèles intégrés pour examiner nos écosystèmes en tant qu'usines biologiques recèlent la promesse de révolutionner la façon dont nous allons relever les défis liés au bassin hydrographique du lac Winnipeg.

J'encourage les lecteurs à réfléchir au thème qui sous-tend le rapport annuel de cette année — le changement transformateur. Le rapport énonce un ordre du jour de travail actuel et futur qui fonde les ambitions que nourrissent l'IISD, ses associés, chercheurs et bailleurs de fonds de « faire une différence » grâce à leurs enquêtes, analyses et publications scientifiques et examinées par les pairs. Nous nous spécialisons dans le domaine du changement qui suscitera une transformation et pour lequel nous devons nous préparer en comprenant mieux les choix que nous faisons.

Enfin, je souhaite exprimer à quel point j'ai été impressionné au cours de cette année par la conscience professionnelle et la persévérance de mes collègues du conseil d'administration de l'Institut et par le talent et la dévotion de l'équipe de direction et du personnel de l'IISD au Canada, en Europe et aux États-Unis. À nos associés partout dans le monde : je ne peux que vous exprimer mon respect et mon admiration pour l'ensemble de vos travaux. Je remercie tout particulièrement László Pintér pour son leadership exceptionnel du programme Mesure et évaluation depuis 1994 et son soutien sans faille en sa qualité de membre honoraire senior, et John Drexhage pour ses dix ans de travail acharné et critique sur les questions liées au climat et à l'énergie. Nos meilleurs vœux à László et à John dans leurs nouvelles fonctions. Je souhaite chaleureusement la bienvenue au successeur de John à l'Institut, David Sawyer.



Daniel Gagnier, président, conseil d'administration

Message du président-directeur général

L'an dernier, après avoir pris le relais de mon estimé prédécesseur, le membre distingué et ancien président, David Runnalls, lorsqu'il a pris sa retraite en 2010, j'ai eu l'honneur de diriger l'Institut international du développement durable (IISD) pour promouvoir notre vision d'un mieux-vivre durable pour tous.

Au fil de ces mois, j'ai appris à connaître l'Institut depuis l'intérieur. Je suis fier de voir à quel point nos recherches, publications et services d'information sont sérieux et indépendants, et dans de nombreux domaines, uniques. J'ai aussi constaté avec fierté l'étendue de la valeur et de la confiance accordées à nos travaux par nos utilisateurs, clients et bailleurs de fonds.

Ainsi, l'une des tâches les plus importantes entreprises l'an dernier a été d'élaborer les outils de gestion nécessaires pour renforcer l'IISD et en faire une institution encore plus axée sur les résultats. Pour ce faire, nous avons maintenant mis en œuvre notre plan stratégique quinquennal et élaboré le système de surveillance et de comptes rendus connexe. Fondé sur plus de 20 ans d'expérience et de savoir, ce plan stratégique fournit un ensemble d'objectifs pour réaliser notre mission de changement transformateur pour le développement durable.

Notre plan stratégique nous donne un but unique. Il définit 28 objectifs pour réaligner les politiques macroéconomiques et la gouvernance mondiale avec la durabilité. Notre mission, au cours des cinq prochaines années, sera de réaliser ces objectifs. Cela, nous l'espérons, pourrait modifier le comportement des consommateurs, des entreprises et des gouvernements au point de transformer les rouages de l'économie mondiale et de la diriger vers l'utilisation durable du capital naturel et social pour le plus grand bien de l'humanité.

En centrant notre attention sur les résultats, nous pouvons être plus créateurs dans nos travaux visant à concrétiser les changements énoncés dans notre plan stratégique. Notre système de surveillance et de comptes rendus devrait fournir le cadre de responsabilisation dont nous avons besoin pour unifier nos actions. Il devrait également fournir à nos directeurs de programmes la souplesse nécessaire pour collaborer avec des partenaires — internes et externes — afin de concevoir les projets les plus efficaces.

Ce rapport annuel pour 2010-2011 souligne les efforts déployés par l'Institut pour mettre en œuvre son plan stratégique pour axer son attention sur les résultats. Le rapport inclut un aperçu de notre nouveau système de comptes rendus et de surveillance, accompagné d'une liste exhaustive de nos objectifs stratégiques. Notre personnel et nos associés ont fourni un certain nombre de rapports sur les progrès réalisés à ce jour à l'égard de certains de ces objectifs et sur les raisons pour lesquelles nous pensons qu'ils sont importants pour réaliser un changement transformateur pour accéder au développement durable.

À l'avenir, j'espère que l'engagement de notre personnel et de nos associés, la sagesse des membres de notre conseil d'administration ainsi que l'accueil généreux que m'ont témoigné nos utilisateurs, partenaires et bailleurs de fonds au cours de l'année passée continueront à se transformer en un effort ciblé et collaboratif pour réaliser notre vision commune.

J'espère également qu'un jour cette approche plus ouverte et axée sur les résultats pourra être étendue pour fournir une plateforme qui permettra à d'autres citoyens du monde de participer et de contribuer à la réalisation de notre vision d'un mieux-être durable pour tous.



Franz Tattenbach, président-directeur général

Conseil d'administration de l'IISD, 2010-2011



Daniel Gagnier
Président, Conseil
d'administration, IISD
(Canada)



Franz Tattenbach
Président-directeur général,
IISD (Canada)
Nommé en juin 2010



Stephanie Cairns
Directrice, Wrangellia
Consulting (Canada)
Élue en juin 2010



Hugo Delorme
Directeur, Relations avec
le gouvernement,
NATIONAL (Canada)
Élu en juin 2010



John Forgách
Président, Equator LLC
(Brésil)
Retraité en juin 2010



Roger Gibbins
Président-directeur
général, Canada West
Foundation (Canada)



Isabelle Hudon
Présidente, Financière
SunLife, région du Québec
(Canada)



Charles Loewen
Ancien directeur général,
Loewen Windows
(Canada)



Måns Lönnroth
Ancien directeur général de
Mistra, la fondation suédoise
pour la recherche stratégique
environnementale (Suède)



Claude Martin
Conseiller honoraire et
ancien directeur général,
WWF International (Suisse)



Gordon McBean
Directeur des études de
politique, Institut de prévention
des sinistres catastrophiques
(Canada) Retraité en juin 2010



Patricia Moles-Rivero
Gestionnaire de pays pour
le Brésil, Petra Foods Pte.
(Brésil)



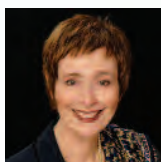
Mark Moody-Stuart
Président, Hermes Equity
Ownership Services
(Royaume-Uni)



Papa Kwesi Nduom
Directeur général, First
National Savings and
Loans (Ghana)



Carlos Nobre
Chercheur principal, Center for Earth
System Science (CCST) – National
Institute for Space Research (INPE)
(Brésil) Élu en juin 2010



Maureen O'Neil
Présidente-directrice
générale, Fondation
canadienne de la recherche
sur les services de santé
(Canada)



David Runnalls
Président-directeur
général, IISD (Canada)
Retraité en juin 2010



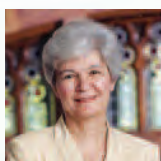
Bruce Sampson
Ancien vice-président de
Sustainability, BC Hydro
(Canada)



Bruce Schlein
Vice-président, Affaires
environnementales
(États-Unis)



Vicky Sharpe
Présidente-directrice
générale de Technologies
du développement durable
du Canada (Canada)



Emőke Szathmáry
Présidente émérite et
professeure, Université du
Manitoba (Canada)



Tensie Whelan
Directrice exécutive,
Rainforest Alliance
(États-Unis)

Conseillers de l'extérieur

Margaret Biggs, Présidente, Agence canadienne
de développement international
Paul Boothe, Sous-ministre, Environnement Canada
Commencé en juillet 2010
David Malone, Président, Centre de recherches
pour le développement international

Fred Meier, Sous-ministre, Department of
Conservation, province du Manitoba
Ian Shugart, Sous-ministre, Environnement Canada
Terminé en juillet 2010
Paul Vogt, Greffier du Conseil exécutif, province
du Manitoba



Erna Witoelar
Membre du conseil de
direction, Indonesia
Biodiversity Foundation
(Indonésie)



Milton Wong
Président, Perceptronix
(Canada)

Membres distingués

Jacques Gérin
Art Hanson
Jim MacNeill, Président émérite
David Runnalls
Mohamed Sahnoun
Maurice Strong

Président fondateur

Lloyd McGinnis

Amis de l'Institut

Gro Harlem Brundtland
Gary Filmon
José Goldemberg
Jim MacNeill
Brian Mulroney
Shridath Ramphal
Maurice Strong

L'équipe de l'IISD

L'équipe de l'IISD est un groupe diversifié composé de personnes talentueuses et motivées provenant du monde entier. Avec des bureaux à Winnipeg, Genève, Ottawa et New York, l'IISD est un réseau chamarré et international de personnel, associés, experts-conseil et jeunes stagiaires qui apportent chacun à nos travaux leurs propres et uniques expériences, points de vue et énergie. Les personnes suivantes ont travaillé pour l'IISD en 2010-2011.

Javed Ahmad
Ben Akoh
Heather Anderson
Jocelyn Andrew
Rod Araneda
Heather Baker
Sue Barkman
Christopher Beaton
Lori Beattie
Nathalie Bernasconi-Osterwalder
Livia Bizikova
Susan Boning
Jessica Boyle
Oli Brown
Johnvee Calaguian
Christopher Charles
Katherine Clark
Karin Clegg
Diane Conolly
Alec Crawford
Heather Creech
Dennis Cunningham
Ramon Dator
Fariba Di Benedetto-Achtari
Rosemary Dohan
John Drexhage
Lael Dyck
Ramona Fryza
Janice Gair
Philip Gass
Pauline Gerrard
Bill Glanville
Vicky Goodall
Karen Goulding
Rick Groom
Mark Halle
Anne Hammill
Hilary Hove
Julie Karami
Marius Keller
Kerryn Lang
Grace Lorusso
Jason Macki
Jason Manaigre
Stacy Matwick
Matthew McCandless
Dean Medeiros
Christina Moffat
Elias Mukozi
Bill Norosky
Jo-Ellen Parry
Elka Parveva-Kern
Nona Pelletier
Oshani Perera
Jacqueline Pilon
Michael Ratcliffe
Fabrice Ressicaud
Dimple Roy
Marlene Roy
David Runnalls
Christa Rust
Ian Seymour
Adam Stetski
Darren Swanson
Shelly Swidinsky

Franz Tattenbach
Flavia Thomé
Charles Thrift
Henry Venema
Tim Verry
Damon Vis-Dunbar
Vivek Voora
Peter Wooders
Huihui Zhang
Karla Zubrycki

Associés

Maja Andjelkovic
Mark Anielski
Stephan Barg
Jane E. Barr
Jane Barton
David B. Brooks
Aaron Cosbey
Brian Davy
Frédéric Gagnon-Lebrun
Richard Grosshans
Peter Hardi
Rochelle Harding
Tara Laan
Richard Lawford
Jean-François Lévesque
Caroline Lewko
Don MacLean
Mahnaz Malik
Howard Mann
Fiona Marshall
Sheldon McLeod
Robert McLeman
Alanna Mitchell
Deborah Murphy
Jean Nolet
Bryan Osborne
Leslie Paas
Jean Perras
Jim Perry
Jason Potts
Béatrice Riché
Dale Rothman
Daniel Rubenstein
Doug Russell
Aimee Russillo
David Sawyer
Cory Searcy
Kathleen Sexsmith
Sabrina Shaw
Valerie Snow
David Souter
Seton Stiebert
Natalie Swayze
Neal Thomas
Dagmar Timmer
Dennis Tirpak
Stephen Tyler
Tony Vetter
Dave Wilkins
Terri Willard
Robert Wolfe
Christopher Wunderlich

Membres honoraires senior

Richard Matthew
Adil Najam
László Pintér

Services d'information

Soledad Aguilar
Imran Habib Ahmad
Tomilola "Tomi" Akanle
Stephanie Aktipis
Karen Alvarenga de Oliveira
Asheline Appleton
Melanie Ashton
Graeme Auld
Paula Barrios
Nienke Beintema
Dan Birchall
Alice Bisiaux
Robynne Boyd
Douglas Bushey
Suzanne Carter
Pamela Chasek
Qian Cheng
Claudio Chiarolla
Alexandra Conliffe
Alexis Conrad
Jennifer Covert
Deborah Davenport
Francis Dejon
Daniela Diz
Peter Doran
Susan Edwards
Ángeles Estrada
Socorro Estrada
Renata Foltran
Bo-Alex Fredvik
Claudia Friedrich
Mongi Gadhoom
Myriam Gadhoom
Sandra Gagnon
Eréndira García
Johannes Gnann
Tasha Goldberg
Leonie Gordon
Langston James "Kimo" Goree VI
María Gutiérrez
Reem Hajjar
Kate Harris
Cherelle Jackson
Sikina Jinnah
Stefan Jungcurt
Hal Kane
Resson Kantai
Tallash Kantai
Pia Kohler
Hélène Kom
Khemaros "Pui" Kuhasantisuk
Kati Kulovesi
Aaron Leopold
Faye Leone
Kate Louw
Jonathan Manley
Suzi Malan
William McPherson
Leila Mead

Alice Miller
Chad Monfreda
Marie-Annick Moreau
Elisa Morgera
Aki Mori
Miquel Muñoz
Wangu Mwangi
Laurel Neme
Kate Neville
Diego Noguera
Dorothy Wanja Nyinyi
Olivia Pasini
Delia Paul
Gmelina Ramirez
Eugenia Recio
Keith Ripley
Anne Roemer-Mahler
Tanya Rosen
Renata Rubian
Laura Russo
Nicole Schabus
Maja Schmidt-Thomé
Mark Schulman
Anna Schulz
Natacha Schwartz
Ari Shapiro
Holly Shrumm
Sabrina Shaw
Matthew Sommerville
Chris Spence
Jessica Templeton
Elsa Tsioumani
James Van Alstine
Cecilia Vaverka
Andrey Vavilov
Brad Vincelette
Ingrid Visseren-Hamakers
Lynn Wagner
Hugh Wilkins
Liz Willetts
Nancy Joanne Williams
Simon Wolf
Peter Wood
Sean Wu
Kunbao Xia
Yulia Yamineva

Stagiaires

Shannon Beaty
Laura Bevacqua
Ryan Clement
Alex Cook
Catherine-Esther Cowie
Catherine Hickey
Madeleine McPherson
Caitlin Patterson
Andrea Sabelli
Susan Taylor
Candace Vinke



La Grande transition : périple d'une idée

On ne sait toujours pas si la grande transition qui, on l'espérait, résulterait de l'initiative Great Transition sera réalisée. Son accomplissement dépend de l'avènement d'un mouvement à l'échelle planétaire, conduit par des citoyens inquiets convaincus qu'ensemble ils peuvent changer le monde.

L'appel de la durabilité pour un mode de développement plus juste et plus durable sous forme d'objectif abstrait est largement accepté. S'agit-il de préciser les cibles et les voies pour y parvenir que le consensus se volatilise. Depuis que le concept de développement durable est passé dans le discours politique, les opinions quant à ses implications pour une restructuration de la société se sont divisées en deux approches distinctes : la réforme et la transformation. Un quart de siècle plus tard, alors que de prodigieuses crises troublent et assaillent la nature, les sociétés et les intellects, le débat stratégique se fait de plus en plus pressant.

La stratégie réformiste vise à modifier les tendances non durables au moyen d'ajustements des marchés et de mesures de politique qui précipitent le déploiement de la technologie verte et de l'allègement de la pauvreté. Les détracteurs de cette approche la plus répandue, tout en reconnaissant que de telles mesures sont nécessaires, craignent qu'un programme de changements graduels — traiter les symptômes au lieu de la maladie — ne suffira pas pour faire face à la complexité et à l'étendue de la tâche. Le long chemin vers une économie résiliente et juste exige un effort coordonné à l'échelle mondiale pour surmonter des forces opposées telles que l'impératif de croissance d'un développement conventionnel, la résistance des détenteurs d'intérêts et la culture de consommation en constante expansion. Notant la remarquable absence de la volonté politique nécessaire, les défenseurs d'une stratégie transformationnelle prônent des changements culturels plus profonds — un nouveau paradigme de durabilité pour conduire et orienter le développement.

Mus par ces préoccupations, Gilberto Gallopín, écologiste visionnaire (et ancien chercheur auprès de l'Institut international du développement durable) et moi-même avons créé le Global Scenario Group (GSG) en 1995. Cet organisme international et interdisciplinaire s'est embarqué dans un périple au long cours afin d'éclairer les exigences pour une transition vers la durabilité¹. Nous avons posé les questions suivantes. Quels sont les objectifs environnementaux et sociaux qui dessinent les limites d'un avenir durable? Quelles sont les incertitudes vitales de notre avenir et comment pourraient-elles être résolues? Quelles autres voies le développement mondial pourrait-il emprunter?

En adoptant l'approche fondée sur des scénarios, le GSG a reconnu que les incertitudes inhérentes aux systèmes complexes et aux choix humains faisaient de toute prédiction un exercice futile. Plus humblement, les scénarios, grâce aux mots, aux images et aux chiffres, relatent des faits tels qu'ils pourraient se dérouler. Leur objectif est de découvrir les possibilités et de stimuler l'imagination, soulignant les dangers et les possibilités des situations futures afin d'élargir la sensibilisation et d'orienter les mesures actuelles.

Le GSG a classé ses scénarios en trois grandes catégories — évolution, déclin et transformation — les intitulant respectivement Mondes conventionnels (Conventional Worlds), Barbarisation (Barbarization) et Grandes transitions (Great Transitions). Le scénario des Mondes conventionnels assume la pérennité structurelle du développement mondial et la persistance de ses principaux facteurs. Grandes transitions présente des voies le long desquelles, en quête de durabilité, les institutions et les valeurs changent fondamentalement. Dans les scénarios de la Barbarisation, la réforme et la transformation échouent et les normes et institutions civilisées se dégradent brusquement. Le Groupe a élaboré des descriptions pour un certain nombre de variations, complétant l'analyse qualitative avec une simulation quantitative des modèles sociaux, économiques et environnementaux².

Le GSG a résumé ses idées dans l'essai intitulé *Great Transition: The Promise and Lure of the Times Ahead*³. Selon l'hypothèse générale, nous sommes entrés dans la phase planétaire de la civilisation (Planetary Phase of Civilization). Les courants de plus en plus profonds d'interdépendance transnationale — commerce et finances, communications et culture, conflits et immigration ainsi que changements climatiques et perturbations environnementales — sont des manifestations d'une mutation globale constante vers un système mondial intégré. Une forme mondialisée de société émergera de la turbulence de l'actuelle période de transition. Cependant, sa forme définitive demeure incertaine et contestée.

Encore entravé par les institutions désuètes de l'ère industrielle, le monde fait face aux perspectives inquiétantes et troubles de la phase planétaire. Dans la faille entre un ordre qui s'étiole et des défis de plus en plus pressants, se tapit le danger que les stress socio-écologiques dépassent les adaptations des Mondes conventionnels, déclenchant alors une crise systémique mondiale qui précipitera le développement vers la Barbarisation. Cette tendance pourrait revêtir la forme d'un « monde forteresse » ("Fortress World") autoritaire, une sorte d'apartheid mondial des élites dans des enclaves privilégiées entourées d'une majorité extérieure appauvrie de plus en plus rétive.

Les Grandes transitions offrent une voie plus sûre vers la durabilité (« la nécessité fait loi ») et une vision sociale attrayante (« les désirs sont des ordres »). Ses scénarios attirent l'attention vers les leviers permettant de modifier le cours du développement tels que la création d'institutions transfrontalières, l'encouragement des glissements des valeurs et des styles de vie moins matérialistes qui transcendent le répertoire de réformes des Mondes conventionnels. Au-delà de ces considérations essentielles, de rigoureuses visions de la façon dont une civilisation planétaire fondamentale pourrait naître des périls de nos temps historiques inspirent espoir et action.

La possibilité d'une Grande transition est ancrée dans la situation difficile même de la phase planétaire, soit les interdépendances de plus en plus profondes qui font que l'avenir des peuples et celui de la Terre sont inextricablement et irrémédiablement liés. Cette situation sans précédent nourrit un élargissement de la conscience parallèle : la réalisation de la place de l'humanité dans la vaste communauté de tout ce qui vit, un embryon de sentiment d'appartenance au monde et notre responsabilité envers le bien-être des futures générations. Dans une Grande transition, un nouvel ensemble de valeurs — la solidarité humaine, la qualité de la vie et la résilience écologique — prennent le pas sur le trio prévalent que forment l'individualisme, le consumérisme et la domination de la nature. Ce profond glissement culturel poserait les fondations des formes démocratiques de gouvernance mondiale à l'égard des questions qui transcendent les limites des ordres politiques peu conciliants centrés sur les États. Le nouveau paradigme ferait du bien-être humain et de la nature (et non le PNB) la nouvelle priorité et accepterait les voies culturelles et politiques multiples pour ce faire (il ne s'agit plus du modèle conventionnel de développement unidirectionnel dans lequel les habitudes de consommation et de production des nations pauvres convergent vers celles des riches).

Quels sont les acteurs sociaux qui joueraient les rôles principaux dans le drame de la transition? La myopie, l'intérêt personnel et la fragmentation des intervenants qui dominent actuellement la scène mondiale — organisations intergouvernementales, compagnies transnationales et société civile internationale — affaiblissent ces créatures de l'ère en déclin, ne leur laissant que des rôles réduits pendant que s'agit en coulisses l'agent principal de la Grande transition : une population du monde prête à participer. La qualité de la vie future correspond à notre capacité et à notre engagement à nourrir un vaste mouvement cohérent de citoyens du monde qui puisse prendre le devant de la scène.

Ainsi, l'analyse étant complète et la tâche principale clarifiée, le temps est venu de passer des idées aux idées mises en œuvre. Par conséquent, en 2003 le GSG a enchaîné avec l'initiative intitulée Great Transition Initiative (GTI), un réseau croissant de centaines de penseurs et d'activistes penseurs engagés⁴. La GTI sert de plate-forme pour la mise à jour et l'enrichissement des scénarios pour la Grande transition, l'affinage de la théorie du changement et l'accroissement de la sensibilisation.

La GTI a récemment rallié des organisations similaires pour former une alliance grandissante que nous appelons The Widening Circle (TWC), une campagne pour promouvoir le mouvement des citoyens du monde⁵. TWC a pour but d'offrir un nouveau mode de participation vital aux innombrables personnes du monde entier qui souhaitent ardemment participer à une initiative à l'échelle du défi planétaire. La prochaine phase du TWC sera inaugurée lors de l'assemblée mondiale qui aura lieu à Rio en même temps que le Sommet de la Terre de 2012. Pour tous ceux et celles qui partagent son aspiration, TWC fera figure d'invitation à entrer dans le cercle et à participer à la diffusion du changement.

Le monde contemporain est un mélange troublant de tendances contradictoires : l'élan tenace des Mondes conventionnels, la pression de la Barbarisation et l'embryon d'impulsion pour une Grande transition. La qualité de la vie future dépend de l'avènement d'un mouvement à l'échelle planétaire, conduit par des citoyens inquiets convaincus qu'ensemble ils peuvent changer le monde. L'étendue de cette poussée de participation donnera la mesure des perspectives d'une transition vers un avenir en valant la peine. Le périple continue.

Au sujet de l'auteur

Paul Raskin est président du Tellus Institute, une organisation de recherche et de politiques interdisciplinaire et sans but lucratif spécialisée dans les stratégies sur les ressources et l'environnement pour le développement durable. Tellus coordonne la GTI. Paul est administrateur de la GTI. On peut communiquer avec lui au numéro suivant : (617) 266-5400 ou à cette adresse : praskin@tellus.org.

¹ GSG a servi de « groupe de travail pour l'élaboration du scénario » pour les premières Perspectives mondiales en matière d'environnement.

² The PoleStar System, un cadre de simulation souple et une vaste base de données a été créée à cet effet. Consulter <http://www.polestarproject.org>.

³ Disponible en ligne à l'adresse suivante : http://tellus.org/documents/Great_Transition.pdf.

⁴ Consulter <http://www.GTInitiative.org>.

⁵ Consulter P. Raskin, 2010, « Imagine all the people: Advancing a global citizens movement » <http://www.gtinitiative.org/resources/CriticalIssues.html>.



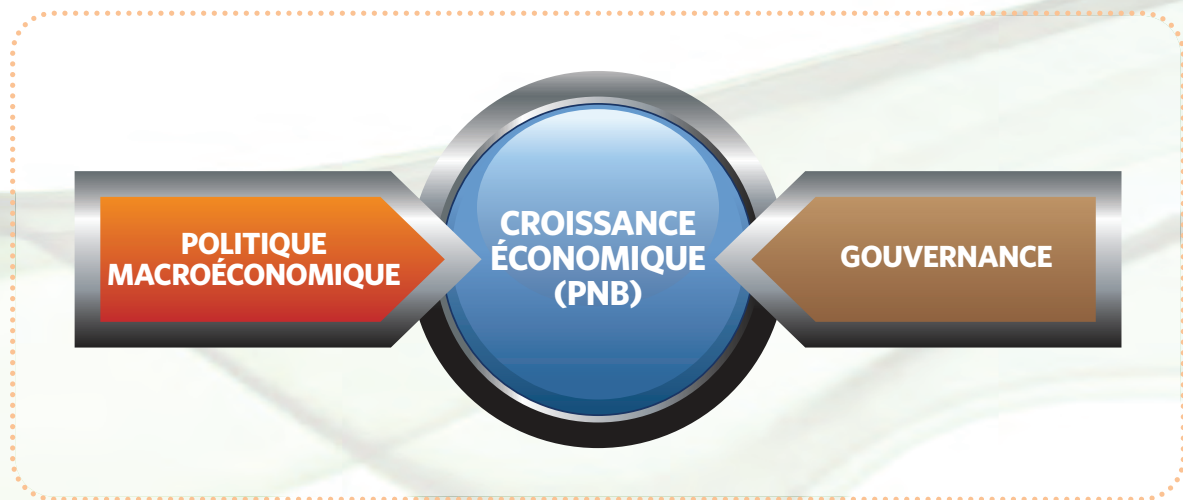
Vers un changement transformateur : le plan stratégique quinquennal de l'IISD

La vision de l'IISD est « un mieux-vivre durable pour tous ». Le plan stratégique quinquennal de l'Institut prévoit un nouveau cap pour susciter le changement transformateur qui lui permettra de réaliser sa vision.

Le paradigme de développement actuel pour les nations, qu'elles soient riches ou en développement, est une fixation sur la croissance économique. La surveillance attentive d'un seul et unique indicateur, le produit national brut (PNB), prouve cette affirmation. Si le PNB d'une nation augmente considérablement, elle s'en vantera certainement. Si le PNB cesse de croître, les médias en parleront et les sociétés s'inquiéteront. S'il décroît considérablement, la nation est alors en état de crise économique et la situation sera le sujet de conversations intenses dans les cuisines, les salles de réunion et les salles du Cabinet. En réponse, de nouveaux systèmes de politiques et de gouvernance seront créés jusqu'à ce que le déclin du PNB soit inversé et qu'il recommence à croître.

On peut comprendre cette fixation. L'essor économique signifie emplois; emplois signifie revenus et les revenus fournissent un niveau de vie qui, on l'espère, se trouve au-dessus de la ligne de pauvreté. Il existe des preuves qui soutiennent ce raisonnement. L'économiste Jeffrey Sachs indique dans son ouvrage le plus récent intitulé *Economics of a Crowded Planet* que nous vivons dans une ère de convergence, alimentée par les réseaux du commerce, des finances, de la production, de la technologie et de la migration. « Ce qui, jadis, était la formule du succès détenue par une petite partie du monde — les États-Unis, l'Europe, le Japon et quelques autres pays — est maintenant entre les mains du Brésil, de la Chine, de l'Inde et autres vastes populations » (traduction) écrit-il.

Paradigme de développement actuel




Cependant, l'expérience des quelques dernières décennies a montré que l'équation du développement est considérablement plus complexe que cela. En 1987, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, autrement connue sous le nom de Commission Brundtland, a reconnu que d'importants paramètres manquaient dans ce paradigme de développement traditionnel — les populations et l'environnement — ce qui a lancé le mouvement de développement durable tel que nous le connaissons. Cette réalisation a été réaffirmée par Sachs en 2008. Il a indiqué que « les trajectoires écologique, démographique et économique du monde ne sont pas durables, ce qui signifie que si nous continuons sur notre lancée, nous devrons faire face à des crises sociales et écologiques ayant des résultats catastrophiques. » (traduction) Il ajoute pour conclure que « des systèmes durables d'utilisation de l'énergie, des terres et des ressources » (traduction) font partie des quatre objectifs essentiels pour éviter ces graves menaces; les trois autres étant la stabilisation de la population, la fin de la pauvreté extrême et une nouvelle approche coopérative de la gouvernance mondiale.

L'Institut international du développement durable (IISD) a été fondé il y a plus de 20 ans et chargé de fournir des recherches et orientations pratiques pour la promotion du développement durable — le nouveau paradigme de développement reconnaissant les interrelations inhérentes entre l'économie, l'environnement et le bien-être des populations actuelles et à venir.

L'Institut s'est donné pour mission d'*assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation*. Nos domaines de programme ont évolué et ont été adaptés au fil des 20 ans d'existence de l'IISD pour relever les défis qui se sont présentés à lui depuis le Sommet de la Terre de 1992. Dans ce troisième plan stratégique quinquennal, nous mettons un accent plus marqué sur la poursuite d'un changement transformateur tendant vers l'actualisation du développement durable.

Le modèle conceptuel du plan stratégique réaligne le paradigme de développement traditionnel centré sur la poursuite constante de la croissance économique pour inclure deux éléments essentiels manquants : la durabilité des *systèmes écologiques* qui fournissent les biens et services pour notre bien-être, et les *systèmes sociaux* — les connexions entre les peuples et les institutions sur lesquelles nous fondons la gouvernance, l'innovation et le développement des pratiques durables, et leur vitalité. L'IISD axe ses capacités intellectuelles sur la recherche et la mise en œuvre des 12 domaines thématiques suivants liés à ces vastes sujets :

- la politique macroéconomique;
- les arrangements et processus de gouvernance;
- la gestion des systèmes écologiques et sociaux.



*L'IISD a été fondé
il y a plus de 20 ans
et chargé de fournir
des recherches et
orientations
pratiques pour la
promotion du
développement
durable*

Pour être fidèle à la définition du développement durable énoncée par la Commission Brundtland, notre objectif global est d'aider les gouvernements, les entreprises et la société civile à intégrer les considérations économiques, sociales et environnementales collectivement dans une prise de décision qui profite tant aux générations actuelles qu'à celles qui les suivront. Les 12 thèmes sont les suivants :

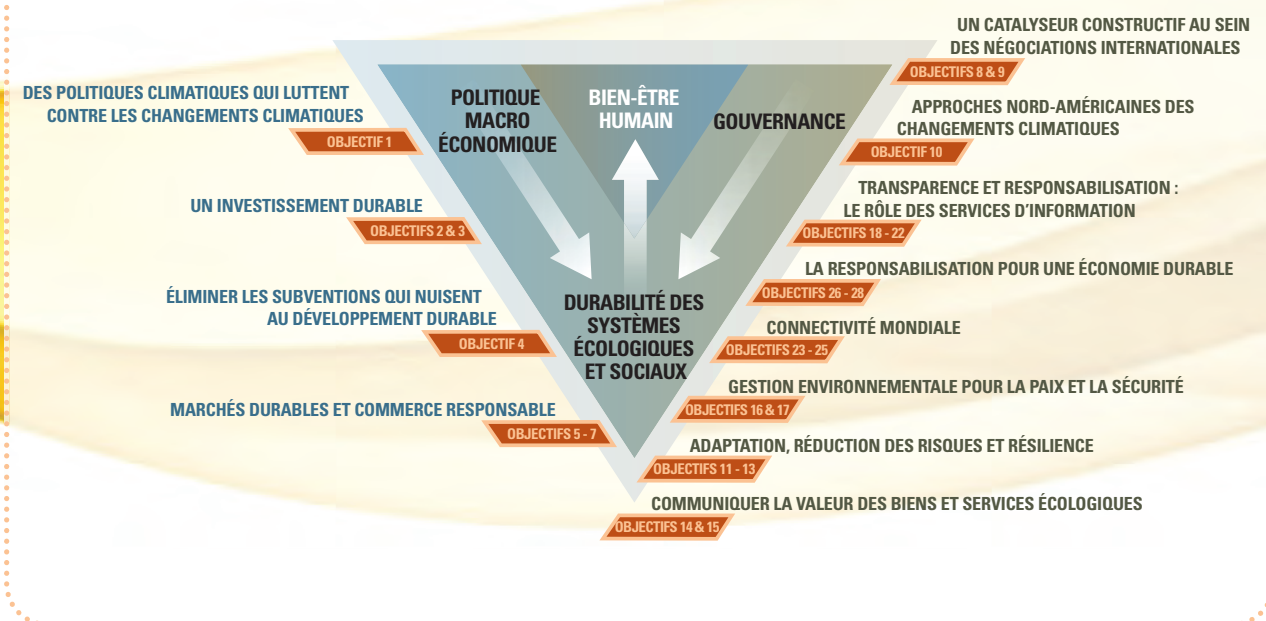
Politique macroéconomique	<ul style="list-style-type: none"> Des politiques climatiques qui luttent contre les changements climatiques Un investissement durable Éliminer les subventions qui nuisent au développement durable
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> Un catalyseur constructif au sein des négociations internationales Approches Nord-américaines des changements climatiques Transparence et responsabilisation : le rôle des Services d'information Connectivité mondiale La responsabilisation pour une économie durable
Durabilité des systèmes écologiques et sociaux	<ul style="list-style-type: none"> Adaptation, réduction des risques et résilience Communiquer la valeur des biens et services écologiques Gestion environnementale pour la paix et la sécurité Marchés durables et commerce responsable

Dans l'ensemble de notre plan stratégique, nous nous tenons responsables pour la réalisation de 28 objectifs répartis sur 12 domaines thématiques (voir l'encadré 1). Nous rendons compte chaque semestre à notre conseil d'administration en fonction d'un ensemble d'indicateurs de progrès essentiels (IPE) qui suivent les progrès réalisés vers l'accomplissement de nos 28 objectifs. Nous nous sommes engagés à rendre compte au public une fois par an au moyen de notre rapport annuel. Un rapport portant sur des objectifs particuliers pour chacun des 12 thèmes suit ce rapport préliminaire.

L'IISD sera heureux de vous tenir au courant chaque année de ses progrès globaux concernant la transition mondiale vers un avenir durable.

Cadre conceptuel pour le plan stratégique de l'IISD

Chercher à susciter un changement transformateur au moyen de *glissements de paradigme* et d'*innovations cumulatives* dans la politique macroéconomique et la gouvernance pour la gestion durable des systèmes écologiques et sociaux.



Des politiques climatiques qui luttent contre les changements climatiques

OBJECTIF N° 1 : Instruments de politique connexes au commerce utilisés pour traiter efficacement la question des changements climatiques du point de vue de l'environnement en nuisant le moins possible au développement.

Un investissement durable

OBJECTIF N° 2 : Transformer les cadres et processus d'investissement internationaux, régionaux et nationaux afin de favoriser et de promouvoir efficacement l'investissement durable.

OBJECTIF N° 3 : Les flux d'investissement soutiennent le développement durable en disséminant les biens et technologies respectueux du climat.

Éliminer les subventions qui nuisent au développement durable

OBJECTIF N° 4 : L'élimination des subventions qui nuisent au développement durable.

Marchés durables et commerce responsable

OBJECTIF N° 5 : Améliorer la compréhension des impacts actuels et potentiels des initiatives volontaires de durabilité sur les marchés mondiaux et le développement durable.

OBJECTIF N° 6 : Veiller à ce que les marchés mondiaux fournissent des débouchés positifs quant aux moyens d'existence durables et à la réduction de la pauvreté chez les populations qui en ont le plus besoin.

OBJECTIF N° 7 : Permettre aux gouvernements d'utiliser l'approvisionnement public durable comme catalyseur pour démontrer le leadership en matière de développement durable et promouvoir la production et la consommation durables.

Un catalyseur constructif au sein des négociations internationales

OBJECTIF N° 8 : Un régime international pour les changements climatiques qui aborde efficacement les questions liées à l'atténuation, l'adaptation, la technologie et au financement.

OBJECTIF N° 9 : Un régime international pour les changements climatiques qui prévoit des possibilités pour les pays en développement dans les domaines de l'adoption des transferts de technologie et d'une croissance sobre en carbone.

Approches Nord-américaines des changements climatiques

OBJECTIF N° 10 : Une relation constructive et progressive en matière d'énergie et de changements climatiques entre le Canada et les États-Unis.

Adaptation, réduction des risques et résilience

OBJECTIF N° 11 : Des mesures de l'adaptation capables d'évaluer, surveiller et classer en ordre de priorité les efforts proposés pour réduire la vulnérabilité aux changements climatiques sont à la disposition des praticiens du développement, qui les comprennent, dans des pays en développement et développés, contribuant à une augmentation significative de la mise en œuvre de mesures durables qui appuient l'adaptation aux changements climatiques.

OBJECTIF N° 12 : Les décideurs envisagent et intègrent couramment les conséquences d'un climat physique en évolution dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement facilitant ainsi l'adaptation aux changements climatiques.

OBJECTIF N° 13 : Une réduction du risque pour la stabilité politique et économique posé par les changements climatiques.

Communiquer la valeur des biens et services écologiques (BSE)

OBJECTIF N° 14 : Lac Winnipeg – qu'un plan stratégique de gestion applicable au bassin hydrographique du lac Winnipeg soit élaboré en fonction des principes des BSE.

OBJECTIF N° 15 : ÉcoSanté – la santé et le bien-être humains sont améliorés au moyen des investissements dans les BSE.

Gestion environnementale pour la paix et la sécurité

OBJECTIF N° 16 : La gestion environnementale est efficacement intégrée dans les évaluations de renforcement de la paix, les mandats et opérations, et elle est renforcée par le développement international et la gouvernance environnementale.

OBJECTIF N° 17 : La conservation et la gestion environnementale tenant compte des conflits sont généralement mises en œuvre dans les régions affectées par un conflit ou sujettes aux conflits.

Transparence et responsabilisation : le rôle des Services d'information

OBJECTIF N° 18 : Veiller à ce que des informations et analyses neutres, fiables, opportunes et accessibles qui renforcent les processus de formulation des politiques soient disponibles; améliorer la transparence et la responsabilisation des négociations intergouvernementales et l'égalité de la répartition des informations.

OBJECTIF N° 19 : Fournir un lieu unique où se procurer des renseignements, des nouvelles et des analyses qui facilitent la formulation de politiques en connaissance de cause dans des domaines cruciaux tels que les changements climatiques et peut-être un ou deux autres sujets tels que l'eau et l'énergie.

OBJECTIF N° 20 : Une coopération et une collaboration plus étroites entre les décideurs et autres intéressés dans le cadre d'accords multilatéraux sur l'environnement essentiels conduisant à une meilleure compréhension mutuelle et à une formulation des politiques améliorée.

OBJECTIF N° 21 : Des processus de formulation des politiques mieux informés aux niveaux régionaux. Cela inclut la promotion de la transparence et de la responsabilisation, le renforcement des communautés et de meilleurs systèmes de gestion des connaissances au niveau régional.

OBJECTIF N° 22 : Contribuer de façon sensée aux plus vastes objectifs et autres programmes de l'IISD.

Connectivité mondiale

OBJECTIF N° 23 : L'Internet (et les technologies et services qui lui sont connexes) sont canalisés par les politiques sur l'Internet et les intéressés du domaine du développement durable collaborant pour soutenir les transitions vers des économies plus vertes et des sociétés plus durables.

OBJECTIF N° 24 : On obtient, au moyen de la promotion, du soutien et de l'évaluation de nouveaux modèles de collaboration, d'apprentissage et d'action fondés sur la technologie de l'information et des communications, qu'un ensemble essentiel d'institutions et de personnes collaborent vers le développement durable.

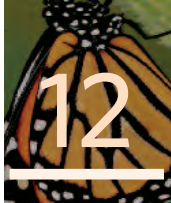
OBJECTIF N° 25 : La prochaine génération de leaders, tant au Canada qu'ailleurs, est préparée de façon à penser et à agir avec le développement durable comme objectif au moyen d'approches qui utilisent les avantages d'un monde plus connecté.

La responsabilisation pour une économie durable

OBJECTIF N° 26 : Le rôle de la responsabilisation dans une économie durable est clairement établi et des nouveaux mécanismes de responsabilisation sont en place pour le 21^e siècle.

OBJECTIF N° 27 : Provoquer une amélioration considérable du niveau de conformité et d'exécution des normes, mesures et règles environnementales convenues dans le cadre des organisations et conventions internationales.

OBJECTIF N° 28 : Faire en sorte que le monde politique accorde une attention prioritaire à la nécessité de fixer des objectifs de durabilité clairs et mesurables aux niveaux national et infranational et mettre en œuvre de solides mesures de responsabilisation pour garantir leur réalisation.



Une entreprise difficile : faire en sorte que les rajustements à la frontière pour le carbone aillent dans le sens du développement durable



L'IISD dirige un effort de développement de lignes directrices pour aider à élaborer et mettre en œuvre des rajustements à la frontière pour le carbone dans le cadre d'un effort de développement de liens entre les politiques sur le commerce et celles sur les changements climatiques.

Alors que le défi pressant posé par les changements climatiques est de mieux en mieux compris, les décideurs au sein de tous les gouvernements du monde cherchent des outils pour l'élaboration de politiques et de mesures qui permettent de faire face aux changements climatiques et de protéger leurs intérêts économiques. Les travaux du programme Commerce et changements climatiques de l'Institut international du développement durable (IISD) ont été axés sur un tel outil : les rajustements à la frontière pour le carbone. Ces rajustements tentent d'égaliser la situation entre les producteurs nationaux soumis à une réglementation et les producteurs étrangers qui ont des coûts inférieurs. Alors que cela semble relever du sens commun, en pratique, les rajustements à la frontière pour le carbone peuvent facilement être conçus de façon à gêner le développement durable, bloquant injustement les exportations des pays en développement et n'apportant que très peu dans le domaine des changements climatiques.

Toutefois pas encore utilisés, les rajustements à la frontière pour le carbone sont un outil qui vise à ce que les produits importés soient régis par les mêmes règles que les marchandises produites dans le pays, qu'il s'agisse de taxes sur le carbone ou de la nécessité d'acheter des indemnités de carbone dans un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission. Les rajustements à la frontière pour le carbone, sous une forme ou une autre, ont été inclus dans chacune des lois des États-Unis sur le climat à ce jour. La France et d'autres pays déploient de considérables efforts (vains jusqu'à maintenant) pour les faire incorporer dans le mécanisme d'échange des droits d'émission de l'Union européenne.

Que les rajustements à la frontière pour le carbone continuent à exister sous forme de proposition comme c'est le cas depuis 10 ans ou qu'ils soient mis en pratique, il faut réfléchir sérieusement à la façon dont cela pourrait être réalisé le plus efficacement possible et sans punir injustement les pays en développement pour leurs exportations. Des rajustements à la frontière pour le carbone mal conçus et mis en œuvre peuvent agir contre le développement durable en érodant les gains réalisés par les pays en développement à partir de leurs exportations et en n'apportant que très peu dans le domaine des changements climatiques.

Pour cette raison, l'IISD dirige les efforts de quelques experts dans le domaine de la concurrence et des fuites qui visent à élaborer des lignes directrices pour aider au développement et à l'application des rajustements à la frontière pour le carbone. On espère que ces lignes directrices deviendront un étalon accepté à l'échelle internationale par rapport auquel mesurer les régimes existants et proposés de rajustements à la frontière pour le carbone.

Le groupe de travail s'est réuni trois fois l'année dernière, travaillant à l'amélioration de l'avant-projet et l'appêtant pour sa présentation au public afin d'obtenir des commentaires. Une beaucoup plus vaste communauté intéressée par les politiques travaille à ces questions qui la fascinent et nous nous attendons à recevoir de nombreuses réponses à notre demande de critiques constructives et d'apports. Nous savons qu'en amenant ce groupe à participer, nous augmentons le profil des travaux qui en résulteront et, par conséquent, l'acceptation de leur valeur.

Le processus de rédaction en lui-même a été une révélation. Une bonne partie de l'expérience antérieure dans ce domaine nous a conduits à imaginer que nous pourrions rassembler une douzaine d'experts dans une salle pendant une journée pour élaborer des lignes directrices utiles. Cependant, la question s'est avérée beaucoup plus complexe que nous ne le pensions et cette complexité ne fait que renforcer notre opinion selon laquelle des groupes tels que le nôtre, se penchant sur des questions qui n'ont pas encore été examinées, ne peuvent que fournir des perspectives utiles aux décideurs qui, autrement, pourraient penser que les rajustements à la frontière pour le carbone sont un outil relativement simple.

Notre objectif actuel est de publier le produit de nos travaux en vue d'obtenir des commentaires au cours de l'été 2011 et d'organiser des activités publiques pendant l'automne, l'hiver et l'année prochaine. Nous souhaitons obtenir assez de reconnaissance et de soutien pour que l'orientation finale qui résultera de nos travaux devienne un étalon accepté à l'échelle internationale en matière de pratique exemplaire par rapport auquel tout régime de rajustements à la frontière pour le carbone proposé ou opérationnel pourrait être mesuré. Si nous réussissons, nous aurons aidé à l'élaboration d'un rare et très nécessaire lien entre deux domaines de politique essentiels : le commerce et les changements climatiques. Au moyen de ce lien, nous aborderons la question des changements climatiques d'une façon efficace pour l'environnement et ne causant que des dommages minimes au développement.

OBJECTIF N° 1 : Instruments de politique connexes au commerce utilisés pour traiter efficacement la question des changements climatiques du point de vue de l'environnement en nuisant le moins possible au développement.



La recherche d'un glissement de paradigme dans les liens entre la durabilité et l'investissement



Nous espérons que nos efforts inspireront les gouvernements pour adopter des approches du développement durable qui soient nouvelles ou novatrices.

L'investissement est l'exigence la plus vitale pour générer un essor économique dans les pays en développement. Bien que la combinaison d'investissements nationaux, régionaux et transnationaux varie, il est manifeste que leur nature se mondialise. En outre, les qualités de ces investissements sont essentielles pour la promotion des dimensions sociale et environnementale du développement durable. Ce n'est que par le biais de l'investissement dans les technologies, produits et processus durables que le glissement d'une activité économique non durable vers un développement durable peut se produire. Pour que cela ait lieu, il faut un glissement de paradigme qui soit axé sur les liens positifs entre l'investissement et le développement durable. Cela implique une transformation du cadre juridique général qui régit le flux des investissements contemporains.

Les pressions exercées sur les pays en développement pour signer des accords d'investissement avec des pays plus développés se sont multipliées au cours des dix dernières années. À ce jour, les pays en développement qui négocient ces traités et contrats internationaux d'investissement de plus en plus complexes et importants ne disposent pas des capacités nécessaires pour les comprendre et les négocier dans leurs plus infimes détails de façon à promouvoir le développement durable à long terme. L'Institut international du développement durable (IISD) collabore avec les pays en développement dans cette optique : créer des cadres juridiques qui fournissent des moyens de parvenir à un développement économique sain du point de vue social et environnemental en atteignant, entre autres, un meilleur équilibre entre les droits et les obligations des investisseurs et des gouvernements d'accueil.

Au cours de l'année passée, nous avons travaillé à l'amélioration de la qualité de la participation des pays en développement aux processus d'élaboration des règles concernant les investissements internationaux, y compris celles portant sur les négociations et l'arbitrage, et à la fourniture aux principaux acteurs des compétences, outils et ressources nécessaires pour participer plus efficacement à ces processus. Nous avons dispensé des conseils et une formation à 21 pays en développement dont plus de la moitié avaient des revenus faibles.

Cependant, le renforcement des capacités par lui-même ne suffit pas. Les pays en développement doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls à tenter de déterminer les priorités de développement et de négocier les investissements correctement. Ils ont besoin d'une plate-forme sur laquelle partager leurs expériences avec leurs pairs. C'est particulièrement important dans un contexte fragmenté dans lequel les pays en développement font face à des partenaires plus forts qu'eux à la table des négociations au niveau bilatéral où le déséquilibre des forces est le plus marqué. Pour répondre à ce besoin et pour maximiser les synergies et le partage des expériences — positives et négatives — l'IISD a commencé en 2007 à regrouper un forum annuel des négociateurs d'investissements venant de pays en développement. Ce forum permet aux pays en développement de librement envisager et déterminer leurs propres priorités et objectifs de négociation. L'année dernière, nous avons tenu notre quatrième Forum annuel des négociateurs dans le domaine de l'investissement des pays en développement à New Delhi (Inde). Le Forum était co-organisé par le Ministry for Industrial Policy and Promotion de l'Inde, Invest India, l'IISD et le South Centre.

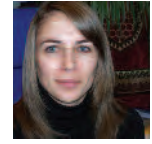
Il faut du temps pour transformer un cadre juridique existant. Parce que les négociations ou les processus d'examen interne peuvent habituellement prendre plusieurs années, les fruits de nos travaux avec les partenaires des pays en développement et de la société civile ne sont pas toujours immédiats et les répercussions des travaux ne sont pas toujours directes. Ainsi, si nos travaux avec un gouvernement d'un pays en développement portent sur les négociations d'un traité qui sont déjà très avancées, les conseils de l'IISD peuvent se traduire par l'apport de changements moins importants au traité — changements qui visent à contrôler les dommages et à aborder certains problèmes particuliers concernant le texte de départ des négociations plutôt que des changements majeurs du régime de l'investissement. En même temps, nos travaux peuvent être des facteurs déterminants lors de négociations futures ou de formulations de politiques pour inspirer les gouvernements à adopter des approches véritablement novatrices ou transformatrices. Nous pensons que nos efforts continueront à inspirer ces changements fondamentaux.

OBJECTIF N° 2 : Transformer les cadres et processus d'investissement internationaux, régionaux et nationaux afin de favoriser et de promouvoir efficacement l'investissement durable.



ÉLIMINER LES SUBVENTIONS QUI NUISENT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par Kerry Lang,
agente de recherche, GSI



La réforme des subventions pour les combustibles fossiles, un objectif difficile à atteindre

L'IISD a fait des progrès dans l'établissement des mécanismes pour aider à l'élimination des subventions pour les combustibles fossiles. Cependant, ces efforts ne se sont pas encore concrétisés en une réforme fructueuse.

L'énergie joue un rôle central dans le développement économique, les changements environnementaux et le bien-être social. Les gouvernements subventionnent fréquemment l'énergie — en particulier les combustibles fossiles — en pensant répartir la richesse liée aux ressources, abaisser le coût de la vie pour les pauvres ou améliorer la sécurité de l'approvisionnement en énergie. En réalité, ces subventions deviennent d'énormes fardeaux pour les budgets de ces pays, encouragent une consommation inconsidérée de l'énergie et constituent fréquemment une régression sociale.

La réforme des subventions pour les combustibles fossiles donne la chance de faire un grand pas pour relever les défis politiques fondamentaux auxquels font face les gouvernements : se remettre des crises économiques, réduire les émissions de carbone et effectuer une transition vers une économie verte. Selon les estimations mondiales, les subventions pour les combustibles fossiles sont estimées à plus de 500 milliards de dollars américains par an. Leur élimination pourrait réduire les émissions de carbone mondiales jusqu'à 10 p. 100 d'ici 2050. Pour les pays en développement dans lesquels les subventions pour la consommation des combustibles fossiles sont les plus fréquentes, l'élimination ou la réduction libérerait des ressources publiques précieuses qui pourraient être utilisées à meilleur escient pour atteindre les objectifs d'allègement de la pauvreté et de développement.

Cependant, malgré les avantages manifestes et considérables, la réforme des subventions pour les combustibles fossiles est difficile du point de vue politique et il faut veiller à protéger les groupes pauvres et vulnérables des impacts négatifs de l'augmentation des prix de l'énergie.

Les mesures internationales pour promouvoir la réforme des subventions prennent de l'élan. En septembre 2009, des progrès considérables ont été réalisés lorsque les leaders du G-20 se sont engagés à éliminer, à moyen terme, les subventions inefficaces pour les combustibles fossiles. L'appel à l'action des pays du G-20 a été presque immédiatement suivi par les dirigeants de l'Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) qui se sont eux aussi engagés d'une manière similaire en novembre 2009. L'Institut international du développement durable (IISD) était alors la seule organisation possédant un programme important voué à la recherche et aux conseils de politique au sujet de la réforme des subventions pour les combustibles fossiles.

L'IISD a offert son soutien au G-20. Au moyen d'une collaboration informelle et flexible, l'IISD a aidé les présidents du G-20 (Royaume-Uni, États-Unis et France aujourd'hui) à élaborer des modèles de comptes rendus pour coordonner les efforts de réforme à l'échelle nationale. L'Institut aide maintenant les gouvernements des pays du G-20 tels que l'Indonésie à surmonter certains des problèmes auxquels sont confrontés leurs plans de réforme des subventions.

Les engagements des pays du G-20 et de l'APEC ont inspiré la Nouvelle-Zélande qui, en collaboration avec l'IISD, a établi un groupe de pays de soutien appelé « Friends of Fossil-Fuel Subsidy Reform ». La composition du groupe a été annoncée pour la première fois lors d'une activité organisée par l'IISD en juin 2010; y participent notamment le Danemark, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suède et la Suisse. Le groupe s'est donné pour objet la défense de la réforme des subventions pour les combustibles fossiles dans les fora internationaux. En avril 2011, l'IISD a eu l'honneur d'annoncer que le Costa Rica serait le premier pays en développement à se joindre au groupe.

Les répercussions de l'engagement des pays du G-20 ont dépassé les efforts nationaux de réforme de ses 20 membres. Elles ont poussé d'autres gouvernements à se joindre à l'action et à promouvoir la question dans d'autres fora. Cela a renforcé le soutien pour la recherche et les politiques venant des organisations internationales et a suscité un intérêt accru du public pour la question. Le fait d'être souple, constructif et neutre a permis à l'IISD de participer à toutes les étapes du processus aux côtés d'un éventail diversifié de partenaires.

La Global Subsidies Initiative (GSI), un projet de l'IISD conçu pour mettre en lumière les subventions et leurs effets néfastes sur la qualité de l'environnement, le développement économique et le bien-être social, collabore avec les gouvernements de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis pour accueillir un atelier de l'APEC pour discuter des obstacles politiques et pratiques auxquels fait face la réforme des subventions ainsi que pour mettre en commun des exemples de meilleures pratiques. La GSI prévoit en outre de soutenir les pays en développement tels que l'Indonésie, qui souhaitent réaliser une réforme de leurs subventions en leur fournissant une assistance personnalisée pour la recherche et l'élaboration de politiques.

L'IISD a fait de grands progrès vers l'établissement de mécanismes pour aider à éliminer les subventions pour les combustibles fossiles. Cependant, l'objectif de réalisation d'un réel changement dans ce domaine constitue un défi considérable et complexe.

OBJECTIF N° 4 : L'élimination des subventions qui nuisent au développement durable.



Faciliter un glissement vers des marchés durables et une économie verte



L'IISD aide à développer les éléments d'un cadre et d'une base de données internationaux pour aider les intéressés à rechercher des normes adaptées à la durabilité. Cependant, l'investissement considérable nécessaire pour évaluer les impacts en matière de durabilité sur le terrain qui sous-tendent les revendications de marché est l'un des principaux défis.

La demande de produits verts ou certifiés est en plein essor dans le monde entier. La croissance du marché pour des produits possédant des caractéristiques explicites liées à la durabilité est une chance majeure pour les décideurs, le secteur privé et les consommateurs de soutenir directement une plus vaste transition vers une économie mondiale plus durable. Cependant, la réalisation de cette opportunité dépend d'une meilleure compréhension du commerce, de la gouvernance et des impacts sur le terrain d'un éventail croissant de normes de durabilité et d'initiatives connexes.

Lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992, la communauté internationale a demandé au secteur privé et aux consommateurs d'assumer la responsabilité directe de la mise en œuvre du développement durable en consommant et produisant de façon durable. Au cours des cinq dernières années, cet appel semble avoir été entendu puisque les principaux détaillants et fabricants du monde s'engagent officiellement envers un approvisionnement durable. La question à laquelle le monde doit maintenant répondre est celle de savoir si ces engagements feront une différence.

On a constaté au cours des cinq dernières années une augmentation de 15 p. 100 par an des ventes de principaux produits certifiés « durables ». Les tendances actuelles du marché indiquent la crête d'une vague de changements qui a déferlé sur le marché mondial. Walmart, Cadbury, Mars et Unilever ont récemment annoncé qu'ils allaient s'approvisionner durablement au cours des dix prochaines années. Cela prépare le terrain pour une croissance encore plus importante dans un avenir proche.

Si la communauté internationale a cherché un engagement important du secteur privé et de la société civile pour la mise en œuvre du développement durable, les tendances actuelles du marché suggèrent que son vœu a été accordé. On ne peut plus se demander si les marchés vont intégrer les exigences de durabilité dans leur chaîne d'approvisionnement : la transition a déjà commencé et la preuve indique clairement l'apparition d'un changement transformateur.

Cependant, au fil de la croissance du nombre de produits « durables », nous nous trouvons face à un nouveau problème, celui de devoir trier les différentes déclarations pour déterminer si les produits « durables » réalisent réellement le changement promis. À l'heure actuelle, il n'existe aucune référence internationale unique pour répondre à ces questions et pourtant, le succès-même de la consommation et de la production durables, d'ailleurs la totalité de l'ordre du jour de l'économie verte, dépend des réponses crédibles qu'on peut y apporter. L'un des principaux défis auxquels font face les défenseurs des étiquettes, normes et autres approches de la durabilité volontaire fondées sur le marché sera de générer les investissements considérables nécessaires pour évaluer, avec crédibilité, la durabilité des impacts des déclarations de durabilité.

Au cours des dernières années, le programme Marchés durables et commerce responsable de l'Institut international du développement durable (IISD), par l'intermédiaire de son Comité sur l'évaluation de la durabilité et de ses projets d'initiatives sur l'état de la durabilité, a formé un partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le International Trade Center, la Convention sur la diversité biologique et d'autres organismes affiliés à l'ONU pour élaborer les éléments d'un cadre et d'une base de données internationaux qui aideront les intéressés à évaluer les impacts des approches fondées sur le marché. Cette année, l'IISD s'efforcera d'augmenter le nombre de ses partenaires, espérant établir un secrétariat international pour l'évaluation des impacts que les décideurs et les acteurs du secteur privé et de la société civile qui cherchent à utiliser les forces du marché au profit du développement durable pourront utiliser comme référence.

OBJECTIF N° 5 : Améliorer la compréhension des impacts actuels et potentiels des initiatives volontaires de durabilité sur les marchés mondiaux et le développement durable.





UN CATALYSEUR CONSTRUCTIF AU SEIN DES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

Par Jessica Boyle, agente de projet, Changements climatiques et énergie
et Deborah Murphy, associée



Une voix pour le changement qui fait une différence

L'IISD a été en mesure d'aider à susciter un changement des attitudes qui encourage l'ouverture d'esprit à de nouvelles idées et approches pour aider à mieux répondre aux changements climatiques et aux besoins en matière de capacités dans le domaine de la politique énergétique.

L'accord sur la REDD+ (réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts et conservation, gestion durable des forêts et renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement) a été un résultat important des réunions de Cancun sur les changements climatiques qui ont eu lieu en 2010. La REDD+ est un mécanisme conçu pour fournir des avantages financiers destinés à aider à préserver les forêts. Cependant, ce financement peut faire beaucoup d'autres choses. Un mécanisme bien conçu peut offrir d'importants avantages au niveau du développement durable, y compris une meilleure biodiversité, des moyens d'existence améliorés et des capacités d'adaptation accrues. Cependant, concevoir puis mettre en œuvre un mécanisme de REDD+ efficace exige un niveau élevé de détermination des priorités, de mise en commun de l'information et de renforcement des capacités, plus particulièrement dans les pays en développement qui en sont actuellement à la planification de la REDD+.

L'Institut international du développement durable (IISD) a collaboré avec le Partenariat pour des alternatives à la culture sur brûlis dans les marges des forêts tropicales au Centre mondial d'agroforesterie (ASB-ICRAF) pour formuler le projet « Renforcer les capacités de politique en matière de REDD+ à l'intention des négociateurs et gestionnaires de terres des pays en développement ». Ce projet financé par l'Agence norvégienne de développement et de coopération vise à encourager une participation active des négociateurs, gestionnaires des terres et membres de la société civile à la planification et la préparation des stratégies de REDD+.

Plus de 200 intéressés ont participé aux activités du projet de l'IISD qui ont inclus une série d'ateliers régionaux en Asie et en Afrique, une réunion de haut niveau du groupe de travail sur la REDD+, le lancement d'une plate-forme Web et l'élaboration de documents de politique. Plus particulièrement, nos ateliers régionaux ont joué un rôle fondamental dans le rapprochement des intéressés qui ont discuté des principaux éléments de la REDD+ tels que la mesure, les rapports et la vérification (MRV) et abordé la question de l'insertion de garanties et de co-avantages dans la conception et la mise en œuvre des activités de REDD+. Notre projet encourage la mise en commun des informations par les pays du Sud, ce qui a permis aux personnes présentes de mieux comprendre les enjeux techniques et de politique. Nous avons constaté chez les participants non seulement une sensibilisation accrue aux options de REDD+ mais également une ouverture à des idées et approches différentes. Un relâchement de l'opposition à l'utilisation des mécanismes de marché et une meilleure compréhension du rôle de l'agriculture dans un accord international sur les changements climatiques illustrent les légers mais importants changements d'attitude qui sont le fruit du projet.

IISD est l'une des nombreuses voix entendues lors des négociations internationales mais cela ne nous empêche pas d'être efficaces. Travaillant avec des partenaires, nous avons pu accroître la prise de mesures dans le domaine de la REDD+. En tant que courtier de connaissances fiable et neutre, l'IISD a pu encourager les nouvelles idées et augmenter la compréhension de divers points de vue. Nous n'avons pas toutes les réponses mais nous cherchons des solutions au moyen d'un dialogue et d'un débat constructifs.

Les travaux de l'IISD dans le domaine de la REDD+ au cours de l'année à venir seront centrés sur la promotion des progrès dans les négociations internationales en axant ses efforts sur les processus et les modalités des mécanismes de REDD+. Un accent continu sur l'apprentissage entre les pays du Sud encouragera des solutions pragmatiques qui prônent le développement durable dans les pays en développement.

OBJECTIF N° 8 : Un régime international pour les changements climatiques qui aborde efficacement les questions liées à l'atténuation, l'adaptation, la technologie et au financement.



La voie vers un avenir sobre en carbone

L'IISD œuvre au niveau infranational au Canada pour mener l'action contre les changements climatiques selon une approche « ascendante » reconnaissant l'importance de la détermination du prix du carbone mais souple pour garantir que toute bonne stratégie sur les changements climatiques, détermination du prix ou non, soit mise en œuvre efficacement partout en Amérique du Nord.

Il est vital pour les efforts à l'échelle internationale visant à faire face aux changements climatiques de veiller à ce que l'Amérique du Nord possède de solides politiques. Les efforts faits par l'Institut international du développement durable (IISD) pourraient renforcer les politiques continentales sur les changements climatiques et l'énergie et contribuer à la promotion mondiale d'un avenir sobre en carbone.

L'objectif fondamental de l'IISD est de conduire l'Amérique du Nord vers un avenir énergétique sobre en carbone afin de réduire la production d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et de donner un exemple international de développement sobre en carbone. Nous nous sommes efforcés d'atteindre ce but en mobilisant les décideurs dans les provinces qui ont pris des mesures grâce à des politiques sur l'énergie et les changements climatiques pour trouver des voies vers un développement sobre en carbone telles que l'encouragement de l'élaboration de politiques qui favorisent les technologies renouvelables, l'échange de droits d'émission et la détermination directe du prix du carbone. Il en résulte un régime « ascendant » de politiques sur les changements climatiques et l'énergie que l'IISD cherche à aider à développer.

Pour développer une relation constructive et progressive en matière de changements climatiques et d'énergie en Amérique du Nord, l'IISD travaille d'arrache-pied à ce niveau infranational, offrant aux gouvernements et acteurs du secteur privé des conseils et des recommandations et analyses de politiques qui encouragent une action progressive. Ainsi, notre participation au Partenariat Manitoba-Wisconsin sur l'énergie propre et l'agriculture, nous permet de fournir des conseils concrets aux partenaires sur l'utilisation efficace de la modélisation climatique et les conditions permettant la mise en place d'une économie verte. L'IISD continue à soutenir et à conseiller la Western Climate Initiative dans son avancée vers l'inauguration de l'échange de droits d'émission. L'an dernier, nous avons conseillé des sociétés et des gouvernements sur la façon de favoriser une économie verte, de mettre en œuvre des systèmes de compte rendu et d'échange pour les émissions, et de promouvoir les technologies d'atténuation telles que le captage et le stockage du carbone (CSC). Toutes ces activités convergent vers un objectif de coopération transfrontalière et de mise en œuvre de solides politiques en matière de changements climatiques et d'énergie.

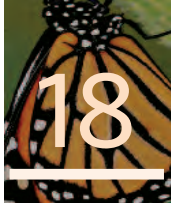
Le plan stratégique de l'IISD reflète son souhait de longue date qu'un modèle de détermination du prix du carbone soit adopté partout en Amérique du Nord comme la meilleure façon de réduire les émissions de GES. Alors que des progrès ont été réalisés au niveau infranational et régional, il semble que nous soyons aujourd'hui plus éloignés de la fixation d'un prix à l'échelle continentale ou internationale car les événements qui ont eu lieu depuis la réunion de Copenhague de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2009 ont ralenti la mise en œuvre de la détermination du prix du carbone. Bien que cette dernière reste un objectif important, nous avons constaté la nécessité de faire preuve de souplesse et nous travaillons à la réduction des émissions au moyen de multiples possibles avenues de politique, y compris des approches rigoureuses et efficaces de détermination du prix et d'autres telles que la réglementation directe pour faire face aux changements climatiques.

L'IISD a collaboré avec plusieurs provinces et sociétés au Canada en 2010 et nous espérons conserver nos relations de travail actuelles et en développer de nouvelles, renforçant ainsi notre rôle dans le processus d'élaboration de politiques au niveau infranational.

Des élections et de possibles changements de gouvernement au Canada et aux États-Unis au cours des deux prochaines années pourraient susciter de profonds changements de politique. Pendant cette période de transition, l'IISD s'efforcera de veiller à ce que les divers ordres de gouvernement nationaux et infranationaux demeurent engagés envers les politiques en matière d'énergie et de changements climatiques et que les progrès actuels de l'Institut vers un changement majeur ne soient pas vains.

OBJECTIF N° 10 : Une relation constructive et progressive en matière d'énergie et de changements climatiques entre le Canada et les États-Unis.





TRANSPARENCE ET RESPONSABILISATION : LE RÔLE DES SERVICES D'INFORMATION

Par Kimo Goree, directeur, Services d'information de l'IISD
et Chris Spence, directeur adjoint, Services d'information de l'IISD



La gestion des connaissances élargit l'impact et la portée de l'IISD

L'utilisation par les Services d'information de la gestion des connaissances aidera à étendre la transparence au-delà des salles de conférence où se concluent les marchés et aidera à déterminer s'ils sont honorés.

Certes, la possession d'informations est synonyme de pouvoir, pourtant, cela ne se vérifie que si ces informations sont fiables et opportunes. Depuis vingt ans, la publication vedette de l'Institut international du développement durable (IISD), le *Bulletin des Négociations de la Terre* (BNT), défend la transparence et la responsabilisation dans les négociations internationales, renforçant ainsi la formulation des politiques au niveau multilatéral.

De nos jours, les Services d'information utilisent leur savoir-faire et leur réputation pour lancer une nouvelle génération de produits et services qui élargissent leur impact et leur portée. Avec un nouveau système d'avant-garde pour la gestion du contenu en ligne, les Services d'information ont déjà mis en ligne plusieurs nouvelles initiatives visant à informer leur lectorat en pleine expansion au sujet des politiques et pratiques connexes aux programmes des Nations Unies, des parties aux traités internationaux essentiels et autres intéressés.

Les Services d'information de l'IISD soutiennent le développement durable en faisant la promotion de la transparence dans les processus intergouvernementaux clés. Avec le BNT, les Services d'information ont suscité un nouveau degré de responsabilisation de la diplomatie dans le cadre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Selon notre sondage le plus récent, 91 p. 100 des répondants ont déclaré que le BNT contribue de façon importante à une transparence accrue. Cette publication est manifestement devenue une source essentielle de renseignements auxquels les négociateurs peuvent se fier.

Mais que se passe-t-il entre les réunions? Qui contrôle les mesures, politiques et pratiques mises en place par les principaux intervenants tels que l'ONU et les parties aux principaux traités? La transparence peut-elle être étendue au-delà des salles de conférence jadis bleues de fumée où se concluent les marchés? Et comment pouvons-nous savoir si ces marchés, une fois conclus, sont honorés?

C'est l'objectif que poursuivent les Services d'information avec leur expansion dans le domaine de la gestion des connaissances. En 2008, le Conseil des chefs de secrétariat de l'ONU et les principaux donateurs ont soutenu l'Initiative sur les politiques et pratiques en matière de changements climatiques. Elle a été si fructueuse que notre équipe d'experts en matière de changements climatiques produit maintenant un communiqué quotidien comportant des rapports et des mises à jour ainsi qu'un flux de calendrier *iCal* comportant une liste complète de réunions dans le domaine des changements climatiques pouvant être consultée avec tous les principaux calendriers personnels (Outlook, Google, Lotus Notes et autres). En outre, Politiques et pratiques en matière de changements climatiques offre régulièrement des articles de haut niveau et des mises à jour sur les politiques élaborés par les experts de l'IISD (<http://climate-iiisd.org>).

Le succès de cette initiative s'est traduit par une demande de couverture semblable d'autres questions similaires en matière de développement durable. À la fin 2010, les Services d'information ont lancé la couverture des politiques et pratiques en matière de biodiversité (<http://biodiversity-iiisd.org>), du développement durable et du processus de Rio+20 (<http://uncsd-iiisd.org>) ainsi que celle des petits États insulaires en développement (<http://sids-iiisd.org>). Avec le succès de la couverture par le BNT du nouveau processus mis en place par l'International Renewable Energy Agency (IRENA) en avril 2011, les Services d'information se sont vu offrir un financement pour lancer l'initiative Politiques et pratiques en matière d'énergie.

Ces travaux ont pour objectif ultime de mieux informer la formulation des politiques. À date, l'obtention d'un financement à long terme est le principal obstacle auquel nous nous heurtons.

L'IISD prévoit le lancement d'un communiqué quotidien personnalisable et d'une application iOS/Android en juin 2012 lors de la conférence Rio+20. Cela permettra aux décideurs de recevoir des renseignements correspondant à leurs intérêts dans leur boîte de courrier ou sur leur appareil portatif. Pendant les 18 prochains mois, les Services d'information déplaceront l'intégralité de leurs données sur leur nouvelle plate-forme de gestion du contenu. Cela permettra aux utilisateurs d'effectuer des recherches dans nos publications de façon plus productive afin de trouver les réponses à leurs questions particulières au sujet des politiques et pratiques en matière de développement durable.

OBJECTIF N° 18 : Veiller à ce que des informations et analyses neutres, fiables, opportunes et accessibles qui renforcent les processus de formulation des politiques soient disponibles; améliorer la transparence et la responsabilisation des négociations intergouvernementales et l'égalité de la répartition des informations.



Au cours de la réunion de l'IRENA, Kimo Goree, directeur des Services d'information de l'IISD montre la version pilote de la base de connaissances Politiques et pratiques en matière d'énergie à Ogunlade Davidson, co-président du Groupe de travail III du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et ministre de l'Énergie et des Ressources en eau de la Sierra Leone.

RESPONSABILISATION POUR UNE ÉCONOMIE DURABLE

Encourager le changement avec des mécanismes de responsabilisation plus fermes



L'IISD œuvre au renforcement des mécanismes de responsabilisation qui permettent à l'OMC de veiller à ce qu'elle contribue tant au développement social qu'à la responsabilité environnementale, et au moyen desquels la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement est renforcée.

Nous savons tous comment les nations se réunissent et conviennent de prendre des mesures pour relever les maints défis qui assaillent l'avenir de notre planète. Nous élaborons des règles commerciales pour éliminer les traitements discriminatoires envers les biens de nos concurrents, nous élaborons des plans de développement locaux pour nous assurer que nous avons des communautés excitantes dans lesquelles vivre, et nous signons des conventions sur les pêcheries pour veiller à ce qu'il y ait encore des poissons à attraper dans dix ans. Accord signé; problème réglé? Malheureusement, ce n'est pas le cas. Alors que nos étagères ploient sous le poids des objectifs solennellement adoptés, des engagements officiels écrits ou des résolutions paraphées avec brio, nos partenaires commerciaux continuent à discriminer, la poussière s'accumule sur les plans de développement locaux et les poissons sont de plus en plus petits et rares. C'est là le défi de la responsabilisation.

En vue de réaliser l'objectif 26, nous travaillons à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) pour identifier et promouvoir la réforme du système international de gouvernance environnementale. Plus particulièrement, le Programme collabore avec les pays d'Afrique pour veiller à ce que ce continent présente des idées solides et réalistes qui seront inscrites dans les textes de décision du sommet lui-même. Nous collaborons avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour donner un sens à l'engagement — inscrit dans le Préambule du texte créant l'OMC — pour libéraliser le commerce d'une façon qui favorise le développement durable en tant qu'objectif global. Nous nous penchons plus particulièrement sur la question du renforcement des mécanismes de responsabilisation qui permettent à l'OMC de veiller à ce qu'elle contribue tant au développement social qu'à la responsabilité environnementale tout en poursuivant un commerce international plus ouvert. En outre, le Groupe de prévoyance de l'Institut international du développement durable (IISD) collabore avec la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour préparer des prévisions pour 2050 — un scénario pour atteindre les objectifs des principaux engagements environnementaux internationaux grâce à un éventail de politiques transformatrices.

Dans le cadre de nos plans à venir pour atteindre l'objectif 27, en 2011-2012, le Groupe de prévoyance de l'IISD, en partenariat avec le Bureau régional du PNUE pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et la communauté des Caraïbes, élaborera un module de formation et un atelier destiné aux décideurs pour renforcer la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Cet effort de collaboration produira un ensemble de nouveaux outils, y compris le mappage des priorités des AME pour mettre en lumière les avantages des AME pour les priorités nationales de développement, le mappage de la synergie des AME pour aider à accroître le niveau de soutien interministériel envers les AME, la détermination d'objectifs pour les AME, et des tests de stress des AME pour améliorer la gouvernance adaptative de la mise en œuvre des AME dans un monde de plus en plus dynamique et incertain.

Nous avons obtenu plusieurs perspectives essentielles cette année alors que nous nous efforçons d'atteindre l'objectif 26. D'abord, l'IISD a élargi sa conception de ce que pourrait être une économie « verte » et sur les moyens d'y parvenir grâce à la contribution du programme Commerce et investissement au chapitre intitulé « enabling conditions » du rapport *Vers une économie verte* publié par le PNUE en 2010. En outre, nous avons entrepris une série de séminaires internes pour mieux comprendre la notion d'économie durable. Il faudra, cependant, coordonner tous les efforts au sein de l'Institut pour parvenir à une vision pragmatique et commune de ce que sera une économie durable pour notre siècle. Nous continuerons nos travaux en faisant de ce sujet une préoccupation commune à tous les programmes de l'IISD au cours de l'année à venir.

OBJECTIF N° 26 : Le rôle de la responsabilisation dans une économie durable est clairement établi et des nouveaux mécanismes de responsabilisation sont en place pour le 21^e siècle.

OBJECTIF N° 27 : Provoquer une amélioration considérable du niveau de conformité et d'exécution des normes, mesures et règles environnementales convenues dans le cadre des organisations et conventions internationales.





Les technologies de la communication peuvent susciter un changement mondial conduisant à la durabilité

Nous devons participer, être visibles et faire entendre notre voix dans la communauté virtuelle en perpétuelle expansion, là où naissent désormais les opinions et les normes qui influencent les choix futurs.

OBJECTIF N° 23 : L'Internet (et les technologies et services qui lui sont connexes) sont canalisés par les politiques sur l'Internet et les intéressés du domaine du développement durable collaborant pour soutenir les transitions vers des économies plus vertes et des sociétés plus durables.

OBJECTIF N° 24 : On obtient, au moyen de la promotion, du soutien et de l'évaluation de nouveaux modèles de collaboration, d'apprentissage et d'action fondés sur la technologie de l'information et des communications, qu'un ensemble essentiel d'institutions et de personnes collaborent vers le développement durable.

En 2010-2011, nous avons constaté à quel point les technologies des communications peuvent soutenir les masses de soutien essentielles pour réaliser le changement politique dans de nombreux pays. Le programme Connectivité mondiale de l'Institut international du développement durable (IISD) collabore avec d'autres organisations pour veiller à la continuité d'une infrastructure de communication ouverte et accessible qui soutienne l'échange des connaissances et le développement des relations nécessaires pour réaliser un changement mondial conduisant à la durabilité.

Le monde virtuel évolue vers un discours horizontal moins authentifié. Les idées et les actions sont influencées par de gigantesques réseaux d'amis et de collègues autant que par (ou plus que) la disponibilité de l'information et des données par elles-mêmes. Le transfert d'information commence à passer de l'utilisation de moteurs de recherche à l'envoi de demandes par l'intermédiaire de réseaux d'amis sur des sites de médias sociaux et à des sites centraux.

Ces tendances soulèvent de nouveaux défis pour ceux qui œuvrent au développement durable. Les politiques en matière de communications sur l'Internet et d'accès aux connaissances sont décidées dans des fora totalement différents de ceux qui représentent les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les ministères de l'environnement. Les praticiens du développement durable ne sont pas, loin s'en faut, impliqués dans les vives discussions actuelles qui portent sur les politiques en matière d'Internet, la culture numérique, l'identité en ligne, la confiance, la responsabilisation et la liberté d'information. Pourtant, ces débats développent les cadres essentiels de politique applicables au discours social, à la collaboration et au transfert de renseignements par l'intermédiaire de nouvelles voies.

En 2010-2011, l'équipe du programme Connectivité mondiale a soutenu l'apparition de deux nouveaux fora publics en matière de politiques pour la gouvernance et la gestion de l'Internet : le Forum Ouest-Africain de la Gouvernance de l'Internet et le Canadian Internet Forum. Nous avons continué nos travaux au sein de l'Internet Governance Forum des Nations Unies. Nous avons principalement veillé à ce que ces fora soient véritablement un regroupement d'intéressés divers représentant une vaste portion des intérêts de la société civile, des entreprises et des gouvernements. Dans tous les cas, nous avons rassemblé les principales organisations œuvrant pour l'environnement et le développement afin d'augmenter la sensibilisation au caractère de plus en plus complexe des questions liées aux politiques en matière d'Internet et leurs impacts sur nos objectifs de promotion et de réalisation du développement durable.

Plus particulièrement, nous avons réussi à introduire des liens vers l'économie verte dans le débat, accompagnés de nos observations sur le rôle de l'infrastructure de l'Internet dans l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et la gestion des ressources avec l'appui de Cisco, du secteur Information, communications et politique informatique de l'Organisation de coopération et de développement économiques, du Réseau évolué de la recherche et de l'innovation du Canada et d'autres.

Nous avons observé que de nombreuses organisations dans le domaine du développement durable ont tendance à ne pas faire confiance aux médias sociaux. Cependant, plutôt que de centrer leur énergie sur de possibles déclarations trompeuses ou fausses interprétations des données ou politiques environnementales dans les fora en ligne ou sur les sites Web, les praticiens du développement durable doivent prôner la mise en place de mécanismes pour la gestion de la confiance et de l'identité en ligne, pour le renforcement de l'accès à la législation sur l'information et pour la responsabilisation. Nous devons participer, être visibles et faire entendre notre voix dans la communauté virtuelle en perpétuelle expansion, là où naissent désormais les opinions et les normes qui influencent les choix futurs.

En 2011-2012, nous prévoyons de terminer notre *Trousse pour la création de fora nationaux et régionaux sur les politiques et la gouvernance de l'Internet*. Nous ferons les essais de ses composantes au Togo et dans un ou deux autres pays d'Afrique occidentale. Un examen de la Trousse au complet devrait avoir lieu lors de la réunion de l'Internet Governance Forum des Nations Unies à l'automne 2011 et l'on vise à un renforcement des capacités pour une vaste participation des intéressés à la détermination des politiques futures en matière d'Internet.



Deux approches pour atteindre la paix et le développement durables



En aidant à la gestion des structures de renforcement de la paix et au moyen de cours de formation sur la gestion des ressources naturelles destinés aux Casques bleus dans les pays en situation post-confliktuelle, l'IISD aide à réaliser le changement.

Les conflits violents demeurent le principal obstacle à la réalisation du développement durable dans les pays les plus désespérément pauvres du monde. Selon le Rapport sur le développement dans le monde 2011, aucun pays ayant des revenus faibles, fragile ou affecté par un conflit n'a atteint un seul des objectifs du Millénaire pour le développement. Plusieurs d'entre eux cités à la fin du *Rapport sur le développement humain 2010* du Programme des Nations Unies pour le développement sont le théâtre de violences ou l'ont été : la République démocratique du Congo, le Tchad, le Libéria, la Sierra Leone, la République centrafricaine et la Guinée-Bissau. Dans un grand nombre de ces pays, la violence a une dimension liée aux ressources naturelles. En fait, les résultats de la recherche actuelle effectuée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) suggèrent qu'au cours des 60 dernières années, au moins 40 p. 100 de tous les conflits à l'intérieur des frontières d'un État avaient un lien avec les ressources naturelles.

Pour atteindre la paix et le développement durables dans de nombreux pays fragiles et affectés par des conflits, la communauté internationale doit changer radicalement son approche pour prévenir et régler le conflit puis s'en remettre. Cela inclura fréquemment une meilleure approche de la gestion des ressources naturelles. Pour de nombreux pays, la paix et le développement durables exigent ce que nous avons identifié comme l'objectif n° 16 dans notre plan stratégique.

L'Institut international du développement durable (IISD) utilise deux moyens principaux pour atteindre cet objectif. D'abord, nous continuons à gérer le Groupe d'Experts-Conseils sur l'Environnement, le Conflit et la Consolidation de la Paix du PNUE, un réseau d'experts internationaux auquel l'ONU peut demander des conseils et la prise de mesures pour intégrer l'environnement et les ressources naturelles dans la structure d'organisation du renforcement de la paix de l'organisation. Notre participation directe a comporté les déploiements en Afghanistan, au Rwanda, en Sierra Leone et en République centrafricaine pour analyser les besoins environnementaux pour la période postérieure au conflit et pour élaborer une assistance pour la gestion des ressources naturelles dans ces États fragiles en période post-confliktuelle. En outre, nous avons contribué à la rédaction de rapports sur les politiques de l'ONU sur les ressources naturelles et les conflits, la diplomatie environnementale et l'écologisation des opérations de maintien de la paix.

Ensuite, en partenariat avec le PNUE et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, l'IISD a géré l'élaboration et les essais d'un cours de formation sur la gestion des ressources naturelles dans les pays en situation post-confliktuelle destiné aux Casques bleus. À ce jour, le cours a été testé à Genève, à Nairobi et au Caire. Vingt-cinq Casques bleus ont assisté à la formation dispensée à Nairobi. Ils participent à des missions dans plusieurs pays du monde allant d'Haïti au Soudan en passant par le Timor-Oriental. Nous prévoyons de former 200 Casques bleus d'ici 2015. Cependant, la demande initiale des partenaires de l'ONU et des centres de formation pour le maintien de la paix indique que le chiffre total sera probablement supérieur.

L'IISD a réussi jusque-là à établir de solides partenariats avec les organisations des Nations Unies, et cela nous procure un moyen efficace pour influencer les politiques de maintien et de renforcement de la paix des Nations Unies grâce à nos travaux et à nos recherches. Il demeure qu'il est difficile de comprendre et de naviguer le système politique au sein des Nations Unies. Cependant, en notre qualité d'observateurs extérieurs, nous pouvons fréquemment laisser cette tâche ardue à nos partenaires.

Nous continuons à renforcer ces partenariats avec les Nations Unies. La demande des services du Groupe d'experts est en expansion. Nous sommes en train d'élaborer une version en ligne du cours sur le maintien de la paix pour garantir une plus vaste distribution par-delà les obstacles géographiques. Nous avons recentré notre attention sur la capitalisation pour pouvoir étendre largement notre déploiement du cours dans les années à venir. Par conséquent, nous axons nos efforts sur l'expansion de notre groupe de formateurs capables de dispenser le cours et d'assurer sa viabilité à long terme. Alors que de plus en plus de Casques bleus seront formés à cette méthodologie, la pratique sur le terrain se réorientera vers nos objectifs stratégiques.

OBJECTIF N° 16 : La gestion environnementale est efficacement intégrée dans les évaluations de renforcement de la paix, les mandats et opérations, et elle est renforcée par le développement international et la gouvernance environnementale.





Réaliser un changement positif grâce à une meilleure gestion des risques liés au climat

Nos travaux continus comportent un examen plus restreint des implications des changements climatiques pour des secteurs ou lieux particuliers afin d'aider à déterminer les mesures concrètes en matière de politiques et de programmes qui conduiront à un changement positif important.

Pour que le développement durable réussisse, les sociétés doivent pouvoir comprendre les glissements économiques, écologiques et sociaux causés par les changements climatiques et y répondre. L'Institut international du développement durable (IISD) s'est engagé à élaborer les stratégies, outils et conseils nécessaires pour comprendre et intégrer les risques liés au climat dans la prise de décisions, aidant ainsi à augmenter la capacité d'adaptation et à promouvoir le bien-être humain.

Alors que les changements climatiques progressent, l'expérience passée liée aux dangers associés au climat ne suffit plus pour fonder des décisions saines. Il faut axer nos efforts sur la compréhension des tendances pouvant être observées et des projections à long terme ainsi que ce qu'elles impliquent pour le développement durable. L'IISD aide les pays en développement à accroître leur capacité à déterminer et à gérer les risques liés au climat au moyen de la prise de mesures dans le domaine des politiques mais aussi sur le terrain.

En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement et les partenaires locaux, l'IISD utilise des processus participatifs pour renforcer la capacité de trois nations africaines (Kenya, Niger et Ouganda) et quatre pays d'Amérique latine et des Caraïbes (République dominicaine, Honduras, Nicaragua et Pérou) pour gérer les risques liés au climat. L'Institut aide ses pays partenaires à acquérir une vaste compréhension des risques liés au climat auxquels ils font face, à déterminer les domaines prioritaires devant être évalués plus à fond quant aux risques liés au climat, et à déterminer les options de gestion des risques liés au climat. Ces travaux sont accomplis au moyen d'une approche ascendante qui combine recherche, consultations avec les intéressés locaux et dialogues au niveau national avec des représentants du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des universités.

Cette initiative permet aux pays participants de déterminer des approches novatrices et pratiques qui soutiennent l'adaptation face à un climat en évolution ainsi que des points à partir desquels les mesures peuvent être incorporées dans les politiques nationales. Les capacités au sein des pays font l'objet d'un renforcement dans les domaines essentiels tels que la modélisation des récoltes et hydrologique pour évaluer les risques globaux, la détection des risques à l'échelle communautaire pour déterminer les impacts particuliers à certains lieux, et l'élaboration participative de scénarios pour améliorer les connaissances au sujet des possibilités de renforcer la résilience et de réduire les risques. En outre, en réunissant les membres des communautés des changements climatiques et de la réduction des risques de catastrophe, on comprend de mieux en mieux la nécessité d'une meilleure coopération entre ces groupes — et la façon dont cela pourrait être accompli.

La plupart des initiatives d'adaptation lancées ces dernières années ont comporté la réalisation de vastes évaluations des risques potentiels liés au climat et des possibles mesures d'adaptation. Nos recherches révèlent cependant que les besoins en matière de connaissances deviennent plus sophistiqués, nécessitant un examen plus restreint des implications des changements climatiques pour des secteurs ou des lieux particuliers afin de déterminer les mesures concrètes en matière de politiques et de programmes qui conduiront à un changement important. Le besoin de continuer à renforcer les capacités des intéressés dans de nombreux pays en développement pour comprendre leur vulnérabilité face aux changements climatiques et comment elle pourrait être réduite est également manifeste.

Au cours du reste de l'année 2011, l'IISD et ses partenaires continueront à déterminer et à prioriser les options de gestion des risques liés au climat dans chacun des sept pays participants. L'analyse finale aidera à la prise de décision quant aux priorités pour le soutien futur des mesures d'adaptation, à la promotion de changements de politiques particuliers et à la détermination des possibilités de reproduction au sein des pays et des régions. Les perspectives acquises grâce à ce processus seront en outre intégrées dans le plus vaste éventail d'initiatives de l'IISD en matière d'adaptation et de réduction des risques.

OBJECTIF N° 12 : Les décideurs envisagent et intègrent couramment les conséquences d'un climat physique en évolution dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement facilitant ainsi l'adaptation aux changements climatiques.



L'avenir du lac Winnipeg : un contre-exemple de possibilités et de vision



Le WIC de l'IISD a aidé à recentrer le discours de l'état de crise vers l'espoir et à saisir les chances d'innovation et de changement radical dans la gestion à long terme du lac Winnipeg.

Le lac Winnipeg est le grand lac le plus eutrope du monde, souffrant un stress majeur dû à un enrichissement excessif par des éléments nutritifs découlant des dommages causés aux biens et services écologiques (BSE) dans son bassin hydrographique d'un million de kilomètres carrés.

Le Sommet sur le bassin du lac Winnipeg, organisé et accueilli par le Centre d'innovation pour l'eau (Water Innovation Centre (WIC)) de l'Institut international du développement durable (IISD), a rassemblé environ 150 chercheurs, décideurs, leaders du monde des affaires, membres de la société civile, organisations non gouvernementales et autres pour discuter de la gestion à long terme du bassin hydrographique du lac Winnipeg. Nous avons accueilli le Sommet pour non seulement aborder les problèmes de longue date du lac Winnipeg, mais fait plus important, pour rediriger le discours de l'état de crise vers l'espoir et saisir les chances d'innovation et de changement transformateur.

Depuis l'installation des Européens, le paysage naturel et les services écosystémiques du bassin du lac Winnipeg Basin ont été profondément altérés et simplifiés pour faire place à une agriculture d'exportation extensive et intensive. Des régions comme le bassin du lac Winnipeg qui comprennent 90 p. 100 des terres agricoles des prairies (la fameuse « corbeille à pain du monde »), ont généralement répondu à une demande alimentaire accrue en intensifiant la production. La rareté des intrants vitaux, particulièrement l'énergie et les éléments nutritifs, remet ce paradigme en cause. Qui plus est, les éclosions massives de cyanobactéries, véritable fléau pour le lac, nous indiquent que la pression imposée au système pourrait déjà excéder ses capacités.

Pour le lac Winnipeg, le discours sur le changement transformateur que facilite l'IISD est inspiré par la perspective que l'élément nutritif dérivé de l'agriculture, le phosphore — considéré comme le polluant dangereux qui flétrit le lac Winnipeg — est, en fait une ressource rare et stratégique qui peut être récupérée, recyclée et transformée en précieux matériaux biologiques. En outre, le principal mécanisme pour canaliser ces nouvelles chaînes de valeur sera la restauration des BSE dans l'ensemble du bassin du lac Winnipeg, se traduisant en une multitude d'avantages.

Le Sommet a été une bonne occasion pour révéler à un vaste éventail de leaders communautaires, du monde des affaires et du gouvernement qu'en ce qui concerne le lac Winnipeg, nous pouvons aller au-delà de ce discours axé sur la crise et passer à l'expression des possibilités ancrées dans les principes du développement durable et des BSE.

Pendant le Sommet, nous avons délibérément et ouvertement tenté de recentrer le discours au sujet du lac Winnipeg, le faisant passer de l'expression d'un état de crise à celle des possibilités; posant la question principale en ces termes : « Comment créer et profiter des débouchés pour l'économie du Manitoba tout en réduisant la charge d'éléments nutritifs dans le bassin du lac Winnipeg? »

Nous avons affirmé que le Manitoba a toutes les raisons d'élaborer une stratégie visionnaire fondée sur l'innovation et les possibilités de développement durable. Cette stratégie incorporerait les technologies propres en support au développement durable signalant l'avènement de la bioéconomie du 21^e siècle. La bioéconomie dans le bassin du lac Winnipeg sera axée sur la production intégrée d'aliments, d'énergie et de matériaux biologiques et, fait essentiel, elle canaliserait le flux d'éléments nutritifs d'origines naturelle et humaine en vue d'une production ayant une grande valeur avant qu'ils ne souillent le lac; un concept que nous avons appelé « Watershed of the Future » (bassin hydrographique de l'avenir).

Notre objectif d'un plan de gestion stratégique pour le bassin du lac Winnipeg est maintenant bien avancé avec le soutien de puissantes organisations locales telles que Keystone Agricultural Producers, Business Council of Manitoba et Manitoba Chamber of Commerce. Nous avons changé le discours au sujet du lac Winnipeg et sommes passés de la description d'un problème environnemental insoluble à celle des possibilités d'innovation et de développement économique.

À la lumière du mandat donné à l'IISD lors du Sommet, le WIC fournira des fonctions de secrétariat pour un nouveau processus de planification du développement durable du bassin du lac Winnipeg et inaugurerait un projet utilisant des partenaires régionaux clés dans ce processus (le projet Lake Winnipeg Bioeconomy) pour donner suite au défi lancé lors du Sommet — la création de débouchés économiques pour le Manitoba tout en réduisant la charge d'éléments nutritifs imposée au lac Winnipeg. Le projet Lake Winnipeg Bioeconomy est le véhicule clé pour notre objectif stratégique de plan de gestion du bassin fondé sur les principes des BSE.

OBJECTIF N° 14 : Lac Winnipeg – qu'un plan stratégique de gestion applicable au bassin hydrographique du lac Winnipeg soit élaboré en fonction des principes des BSE.



Financer l'avenir : l'évolution des dons

Les donateurs veulent plus — une participation plus tangible à la cause, de préférence un partenariat qui leur permet de participer à la planification de solutions ayant un impact réel.

Les donateurs se demandent de plus en plus si le simple fait de signer un chèque ou de faire un don suffit à susciter le genre de changement qui fera réellement une différence. Que va accomplir mon soutien? Quel impact va-t-il avoir? Cette perspective s'est changée en un mouvement transformationnel.

Les gens continuent à donner pour les mêmes raisons qu'avant : ils croient en la cause ou mission d'une organisation. Ils voient une lacune dans la société et veulent y remédier. Cependant, les donateurs veulent plus — une participation plus tangible à la cause, de préférence un partenariat qui leur permet de participer à la planification de solutions ayant un impact réel.

La collaboration : une priorité élevée

Les bailleurs de fonds citent la collaboration comme l'une de leurs principales raisons lorsqu'ils prennent une décision de financement. L'Institut international du développement durable (IISD) a toujours prôné ce concept, convaincu que la réalisation d'une transformation sociale exige un nouvel ensemble de valeurs opérationnelles. Cela signifie coopération plutôt que concurrence. Cela signifie soutien à long terme de solutions systémiques plutôt que résultats immédiats. Nous comprenons que les donateurs se considèrent désormais comme des investisseurs sociaux.

Tous les genres de donateurs s'attendent à une collaboration, à une uniformisation de la mission, du but et des valeurs alors qu'ils planifient leur investissement en dons.

L'IISD a marqué une étape dans la réalisation de la transformation grâce à une façon de penser révolutionnaire, tout particulièrement en ce qui concerne le financement de son plan et de sa mission stratégiques. C'est en se vouant à la participation et aux résultats, en générant et en maintenant un haut niveau de reconnaissance par le public, en étant ouvert aux nouveaux débouchés et en les recherchant, en prônant la diversification des sources de revenus et en fournissant administration et responsabilisation que l'Institut y est parvenu.

L'harmonisation avec les convictions de nos bailleurs de fonds et donataires est — et demeurera — un élément essentiel du plan stratégique de l'IISD et des 28 objectifs qu'il s'est fixé (une liste des objectifs se trouve à la page 11).

L'état des dons des entreprises

La majorité des entreprises contemporaines exigent des avantages, une valeur et un rendement clairement définis lorsqu'elles investissent. Un grand nombre tend à ouvertement adopter le « financement spécialisé » en soutenant des domaines qui présentent un intérêt pour elles ou qui leur semblent naturellement opportuns. On note une tendance vers la formation de fondations corporatives distinctes de la salle du conseil. En outre, elles attachent une importance croissante à la fidélisation des employés par laquelle la relation avec les employés et les avantages qui leur sont fournis constituent des facteurs importants pour la société.

L'état des dons offerts par les fondations

Les dons offerts par les fondations changent eux aussi. Des fondations similaires commencent à collaborer pour une cause commune. Cette tendance est beaucoup plus notable aux États-Unis et en Europe. Les principales fondations regroupent leurs fonds, personnel et ressources de direction pour aborder des questions telles que les changements climatiques et la gestion de l'eau ainsi que des questions sociales telles que la pauvreté, la faim et le secours aux sinistrés. Les propositions ne peuvent plus être « déposées à la porte ». Elles sont désormais le fruit d'un effort de collaboration entre le bailleur de fonds et l'organisation bénéficiaire pour explorer des moyens novateurs de régler les problèmes. L'élaboration conjointe de propositions est devenue la norme, remplaçant la rédaction par une seule des parties.

L'avenir devant nous

Tout comme le monde a changé en 20 ans, les donataires eux non plus ne sont plus les mêmes. La vision et la mission de l'Institut demeurent, quant à elles, aussi claires qu'au départ et le soutien de ceux qui partagent cette vision est essentiel à nos progrès. Pour nous, chacune de ces relations est précieuse — elle renforce notre détermination et notre innovation tout en enrichissant et améliorant nos constants efforts pour créer un monde durable.



IISD : neutre en carbone depuis 2004



L'IISD s'est donné pour stratégie de déterminer ses émissions de carbone et de trouver des moyens de les réduire et d'acheter des crédits d'émission pour atteindre la neutralité.

L'Institut international du développement durable (IISD) a visé la neutralité en carbone il y a presque 10 ans alors que l'idée était encore nouvelle, particulièrement pour des organisations sans but lucratif telles que la nôtre. Notre stratégie consistait, en un premier temps, à déterminer le niveau de nos émissions de carbone, puis à trouver des moyens de les réduire et d'acheter des crédits d'émission pour atteindre la neutralité. L'IISD est neutre en carbone depuis 2004, mais cela n'a pas toujours été facile.

Au départ, il est rapidement devenu manifeste que tout notre apprentissage était à faire puisque le marché volontaire du carbone était dénué de normes et ne comportait que de rares participants de petite taille.

Nous avons appris sur le tas. Nous avons d'abord mis en place un système pour effectuer le suivi de nos émissions; système que nous avons raffiné au cours des mois suivants. Une fois sûrs de nos chiffres, nous avons consulté un « courtier en carbone » qui nous a aidés à trouver et à faire notre premier achat.

Depuis, nous avons pris de l'assurance et avons simplifié le processus, apprenant quelques leçons en chemin. D'abord, nous avons visé à nous procurer les crédits auprès de projets ayant des avantages sociaux et environnementaux mais nous avons rapidement découvert, au moins pendant les premières années, que rares étaient les projets de moindre taille en mesure de nous fournir la quantité de crédits et le degré de vérification que nous cherchions, sans parler de leur capacité à nous garantir qu'ils satisfaisaient aux critères sociaux et environnementaux. En outre, une fois plus expérimentés, nous avons décidé de chercher des crédits dans des pays en développement mais, au départ, nous n'avons trouvé que peu de renseignements et de projets.

Toutefois, bien des choses ont changé au cours des dernières années. La technologie de l'information s'est améliorée et est devenue plus abordable, facilitant les rencontres « virtuelles » et réduisant ainsi les déplacements. Le marché volontaire s'est doté de normes auxquelles peuvent se conformer tant les fournisseurs de crédits que les acheteurs. Les renseignements concernant les projets de crédits dans le monde entier sont plus faciles à obtenir et le nombre de courtiers en carbone avec lesquels travailler a beaucoup augmenté. Malgré tout, nos achats ne se déroulent pas toujours aussi facilement que nous le souhaiterions.

L'un de nos défis est de trouver des projets ayant des crédits de petite taille. Un grand nombre de projets de petite taille ne peuvent se permettre de fournir une vérification et une certification, bien que nous ayons constaté que cette situation soit en train de changer. Certains fournisseurs de crédits de plus grande taille ne souhaitent pas diviser leurs crédits en montants dont la taille nous conviendrait. Pour surmonter cet obstacle, nous accumulons maintenant nos émissions pendant deux ans afin de pouvoir faire des achats d'une taille un peu supérieure.

Le tableau ci-dessous montre les émissions annuelles de carbone dans les catégories suivantes : consommation de chauffage et d'électricité dans le plus grand bureau de l'IISD à Winnipeg, total des voyages d'affaires de l'IISD et total des deux.

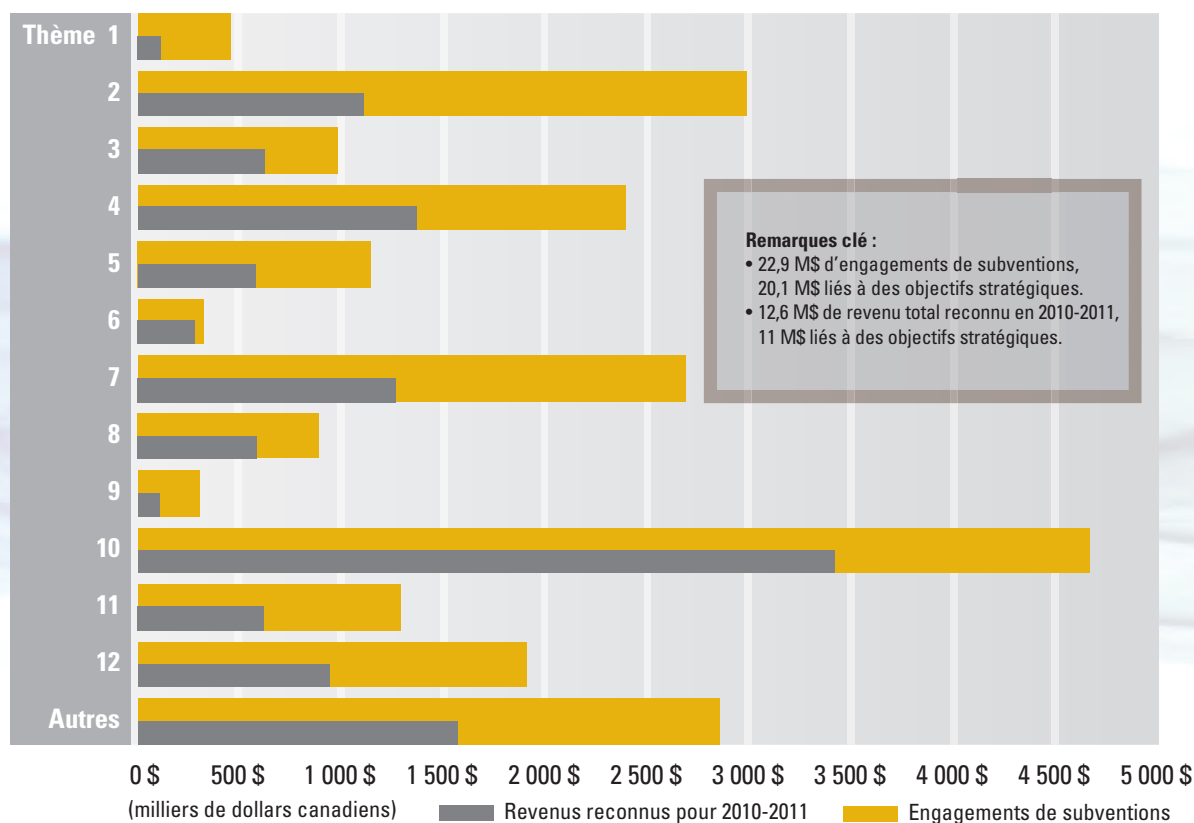
Les émissions produites par le chauffage et l'électricité varient très peu. La réduction la plus importante a eu lieu lorsque nous avons réduit la taille du bureau de Winnipeg en 2004-2005. Les émissions liées aux voyages d'affaires se trouvent dans une fourchette allant de 631 tonnes en 2010-2011 à 796 en 2009-2010. Pour obtenir une liste des achats de crédits de carbone de l'IISD, veuillez consulter la page suivante : <http://www.iisd.org/about/sdreporting/footprint.asp>. (anglais)

L'IISD vise à « prêcher par l'exemple » depuis sa création. Nous avons élaboré plusieurs objectifs tels que la « neutralité en carbone » qui font partie de notre culture opérationnelle. Nous suivons également un certain nombre d'autres facteurs qui contribuent à un milieu de travail sain et équitable. L'ensemble de nos indicateurs et données sont affichés sur le site suivant : <http://www.iisd.org/about/sdreporting>. (anglais)

Émission de carbone annuelles pour le bureau de Winnipeg et les voyages d'affaires de l'IISD, 2004 à présent (tonnes de carbone).

Exercice	Chauffage et électricité		Total
	Winnipeg	IISD	
2004-2005	425	680	1 105
2005-2006	340	691	1 031
2006-2007	376	752	1 128
2007-2008	359	713	1 072
2008-2009	282	653	935
2009-2010	339	796	1 135
2010-2011	339	631	970

2010-2011, Engagements de subventions et revenus reconnus par thème du plan stratégique



REVENUS RECONNUS PAR THÈME POUR 2010-2011— BAILLEURS DE FONDS (PLUS DE 50 000 \$)

1. Des politiques climatiques qui luttent contre les changements climatiques (objectif 1)

La fondation suédoise pour la recherche stratégique environnementale (Mistra) 73 724 \$

2. Un investissement durable (objectifs 2 & 3)

Department for International Development (DFID) R.-U. 422 597 \$
 Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC) 144 794
 Rockefeller Brothers Fund 108 014
 Centre de recherches pour le développement international (CRDI) 105 237
 Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD) 90 626
 Université Simon Fraser 62 771

3. Éliminer les subventions qui nuisent au développement durable (objectif 4)

Ministère des Affaires étrangères (Norvège) 161 201 \$
 Ministère des Affaires étrangères (Danemark) 123 311
 Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC) 117 635
 Hewlett Foundation 68 781

4. Marchés durables et commerce responsable (objectifs 5 - 7)

Secrétariat d'État à l'économie (SECO), Suisse 479 378 \$
 Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD) 202 433
 Citigroup Foundation 164 340

Department for International Development (DFID) R.-U.	140 380
Accountability Strategies	116 581
Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries (HIVOS)	94 298
La fondation suédoise pour la recherche stratégique environnementale (Mistra)	73 724

5. Un catalyseur constructif au sein des négociations internationales (objectifs 8 & 9)

Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD)	399 613 \$
---	------------

6. Approches Nord-américaines des changements climatiques (objectif 10)

Province du Manitoba	66 000 \$
Shell Canada Energy	58 884

7. Adaptation, réduction des risques et résilience (objectifs 11 - 13)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	658 430 \$
Département d'État des États-Unis	180 543
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	126 233
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	84 715

8. Communiquer la valeur des biens et services écologiques (objectifs 14 & 15)

Manitoba Hydro	261 714 \$
Fondation Banque Royale du Canada	104 049
Genome Prairie	70 674
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	50 995

9. Gestion environnementale pour la paix et la sécurité (objectifs 16 & 17)

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	97 308 \$
---	-----------

10. Transparence et responsabilisation : le rôle des Services d'information (objectifs 18 - 22)

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	323 425 \$
Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC)	252 583
Commission européenne	228 696
Ministère fédéral de l'environnement (BMU) (Allemagne)	197 187
Ministère des Affaires étrangères (Norvège)	168 633
Ministère de l'Environnement (Italie)	136 000
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	134 217
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	130 884
Office fédéral de l'environnement (OFEV) (Suisse)	128 759
Climate Change Department - Gouvernement de l'Australie	125 713
Ministère de l'Environnement (Espagne)	118 710
Ministère de l'Écologie (France)	112 789
Ministère des Affaires étrangères (Finlande)	111 247
Masdar	96 980
Ministère de l'Environnement (Suède)	70 290
Pays-Bas, Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de l'Alimentation (LNV)	68 850
Centre de recherches pour le développement international	68 135
Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF) (France)	64 350
Ministère des Affaires étrangères (Nouvelle-Zélande)	60 632
Instituto Interamericano de Cooperação para a Agricultura (IICA) (Brésil)	55 677

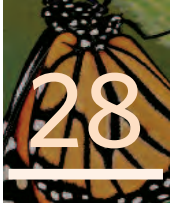
11. Connectivité mondiale (objectifs 23 - 25)

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	155 495 \$
Agence canadienne de développement international (ACDI)	114 106
Canarie Incorporated	86 576
Autorité canadienne pour les enregistrements Internet (ACEI)	72 553

12. La responsabilisation pour une économie durable (objectifs 26 - 28)

Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	192 507 \$
La fondation suédoise pour la recherche stratégique environnementale (Mistra)	147 448
Ministère des Affaires étrangères (Norvège)	147 299
Hewlett Foundation	68 781
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	62 301

Pour obtenir une liste complète de nos bailleurs de fond, veuillez consulter la page suivante : www.iisd.org/about/funders.asp



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de l'Institut international du développement durable

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de l'Institut international du développement durable qui comprennent le bilan consolidé au 31 mars 2011 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs nets et des flux de trésorerie, ainsi que les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2011, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte + Touche s.r.l.

Comptables agréés

Winnipeg (Manitoba)
Le 9 juin 2011

BILAN CONSOLIDÉ

31 mars 2011

	2011	2010
ACTIF		
À COURT TERME		
Trésorerie	1 063 546 \$	2 487 387 \$
Titres négociables	8 104 934	8 281 403
Débiteurs	9 790 219	8 608 564
Frais payés d'avance et dépôts	161 970	282 818
	19 120 669	19 660 172
 IMMOBILISATIONS	 244 301	 294 788
	19 364 970 \$	19 954 960 \$
 PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 440 861 \$	2 106 419 \$
Produits reportés	10 302 168	10 718 830
	11 743 029	12 825 249
 ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	244 301	294 788
Réserve pour création de programmes	4 445 049	4 523 318
Fonds d'innovation	5 972	37 640
Fonds de campagne	26 242	48 993
Actifs de fonctionnement nets non affectés	2 900 377	2 224 972
	7 621 941	7 129 711
	19 364 970 \$	19 954 960 \$



ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

	2011	2010
PRODUITS		
Subventions affectées à des fins particulières	12 618 357 \$	13 385 202 \$
Subventions de fonctionnement	3 111 467	3 353 952
Fonds d'innovation	32 664	66 295
Intérêts	267 633	248 965
Autres produits (pertes)	282 681	(989 347)
TOTAL DES PRODUITS	16 312 802	16 065 067
CHARGES		
Projets		
Commerce et investissement	5 210 805	4 781 443
Services de production de rapports	3 296 281	3 438 410
Changements climatiques et énergie	2 167 190	3 307 224
Gestion durable des ressources naturelles	1 349 763	1 424 658
Connectivité mondiale	727 376	626 614
Mesures et indicateurs	695 607	1 071 999
Création de nouveaux projets	91 088	124 723
Fonds d'innovation	33 671	69 051
	13 571 781	14 844 122
Administration	1 229 383	1 363 415
Financement, publication et communications	850 937	919 974
Conseil d'administration	114 052	136 309
TOTAL DES CHARGES	15 766 153	17 263 820
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (DES CHARGES SUR LES PRODUITS)	546 649	(1 198 753)
MONTANT AFFECTÉ AUX ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
Actifs nets investis en immobilisations	50 487	68 959
Réserve pour création de programmes	78 269	72 240
Réserve pour développement à long terme	—	460 759
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS	675 405	(596 795)
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS AU DÉBUT	2 224 972	2 821 767
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS À LA FIN	2 900 377 \$	2 224 972 \$

ACCORDS DE FINANCEMENT

Subventions affectées à des fins particulières L'IISD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	2011	2010
(en milliers de dollars)		
Gouvernements et organismes		
canadiens	1 901 \$	1 983 \$
internationaux	7 253	7 612
	9 154	9 595
Organismes des Nations Unies	1 009	4 130
Organismes internationaux	901	605
Fondations philanthropiques	585	363
Secteur privé et autres	767	981
	12 416 \$	15 674 \$

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits sont ventilés par secteur d'activité comme suit : les autres produits englobent les ventes de publications, le recouvrement des coûts et, en ce qui a trait au poste Administration, création de nouveaux projets, financement, publication et communications, le gain net de change au 31 mars 2011 d'un montant de 147 000 \$ (perte de 1 146 000 \$ en 2010).

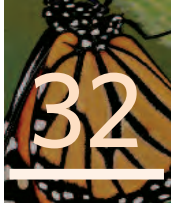
Secteurs d'activité	Autres produits	Subventions affectées à des fins particulières		Total
		Fonds d'innovation	(en milliers de dollars)	
Commerce et investissement	42 \$	– \$	4 845 \$	4 887 \$
Services de production de rapports	7	–	3 420	3 427
Changements climatiques et énergie	22	–	1 852	1 874
Gestion durable des ressources naturelles	6	–	1 207	1 213
Connectivité mondiale	8	–	577	585
Mesures et indicateurs	26	–	504	530
Administration, création de nouveaux projets, financement, publication et communications	172	–	213	385
	283	–	12 618	12 901
Fonds d'innovation	–	33	–	33
	283 \$	33 \$	12 618 \$	12 934 \$

Subventions de fonctionnement L'Institut a conclu avec Environnement Canada un accord d'une durée de six mois, soit du 1^{er} octobre 2010 au 31 mars 2011. En avril 2010, un accord d'une durée de un an a été conclu avec l'Agence canadienne de développement international (l'« ACDI »), pour un total de 1,52 M\$. Le montant total alloué à l'exercice 2010-2011 a été reçu et est inclus dans les produits pour l'exercice. L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IISD des subventions de fonctionnement et l'accord conclu avec Environnement Canada procure à l'IISD une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités du Canada. L'IISD a des accords de financement avec le gouvernement du Manitoba et le Centre de recherches pour le développement international (le « CRDI ») pour des périodes de cinq et six ans se terminant le 31 mars 2011 et le 30 juin 2012, respectivement. Ces deux accords procurent également une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités des bailleurs de fonds.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées		Engagement de subventions résiduel
		2011	Exercices antérieurs	
(en milliers de dollars)				
Gouvernement du Canada				
Environnement Canada	375 \$	375 \$	– \$	– \$
Agence canadienne de développement international	1 520	1 520	–	–
Gouvernement du Manitoba	4 186	837	3 349	–
Centre de recherches pour le développement international	2 022	379	1 264	379
Produits tirés des subventions de fonctionnement	8 103 \$	3 111 \$	4 613 \$	379 \$

Après la fin de l'exercice, l'Institut a conclu des accords pour renouveler les relations de subventions de fonctionnement antérieures. Un accord d'une durée de un an a été conclu avec l'Agence canadienne de développement international (l'« ACDI ») pour un total de 1,67 M\$. Un accord d'une durée de cinq ans a été conclu avec la Province du Manitoba. Le total de l'engagement de la Province s'élève à 5,6 M\$, dont une tranche de 4,19 M\$ se rapporte aux subventions de fonctionnement. Le reste a été attribué à des projets futurs spécifiques.



ACCORDS DE FINANCEMENT

Fonds d'innovation

En 2005, le conseil d'administration a constitué le Fonds d'innovation IISD ayant pour but de recevoir les apports des donateurs destinés à être affectés au développement de nouvelles idées pour un monde meilleur et à combler les besoins futurs. Le Fonds d'innovation fournit du « capital-risque intellectuel » aux chercheurs de l'IISD afin qu'ils repoussent les frontières de l'innovation en offrant une flexibilité habituellement absente des mécanismes conventionnels de financement. Les subventions sont octroyées à des projets précis du Fonds d'innovation par suite d'un processus d'examen officiel comprenant des critères préétablis.

Sommaire des activités du Fonds d'innovation (en milliers de dollars)

Apports reçus :	
Alcan Inc.	90 \$
The Kathleen M. Richardson Foundation	75
La Great-West, compagnie d'assurance-vie	75
Groupe Investors	75
Manitoba Hydro	75
JFC Burns Investment	35
La compagnie E. I. du Pont Canada	20
Autres (moins de 10 000 \$)	14
	459
Montant affecté de la réserve pour création de programmes	20
	479 \$

Subventions octroyées aux projets :

Exercices antérieurs

Rapport sur le développement humain et l'écosystème	17 \$
Dégager les défis posés par l'environnement et la sécurité en Chine	14
Défis relatifs à la gouvernance et à la reddition de comptes pour les entités non juridiques	13
Droits relatifs aux catastrophes naturelles et aux ressources	13
Renforcement des capacités pour un développement durable en Corée du Nord	7
Changements climatiques, ressources et conflit : comprendre les liens entre l'environnement et la sécurité au Soudan	25
Réaliser l'avantage de Budapest : institutionnaliser la présence de l'IISD au sein de l'Union européenne	9
Condensé actualisable et électronique des décisions d'arbitrage relevant du droit international des investissements	34
Approche écosystémique des objectifs du Millénaire pour le développement et des accords environnementaux multilatéraux	26
Changements climatiques et santé	17
Centre de services consultatifs en matière de droit international des investissements	29
Approvisionnement durable	25
Dialogue entre le Commonwealth et la francophonie	30
Créer des systèmes d'information de prochaine génération pour les parties prenantes relatifs à des projets avec indicateur intégré/à des projets de scénarios futurs	30
Logiciel libre/de fixation à froid : laboratoire de communications de l'IISD	23
Étude de faisabilité d'espaces verts	19
Promouvoir un investissement durable dans le secteur de l'eau : nouvelle orientation du projet de classification croisée sur l'eau de l'OCDE	40
Private Social Equity	31
Gender Impacts of Regional Trade Agreements	29
Gender Equity in Commodity Sustainability Standards	13
Recouvrement de subventions octroyées au cours d'exercices antérieurs	(9)
	435

Exercice considéré

Promouvoir Gender Equity in Sustainable Commodity Standards	38
	473
Solde du Fonds d'innovation au 31 mars 2011	6 \$

Fonds de campagne

En 2007, le conseil d'administration a lancé une campagne de financement visant à recevoir de donateurs des apports qui serviront à des projets ayant trait au développement durable dans lesquels s'impliquent de jeunes professionnels, à des initiatives liées aux changements climatiques, à des initiatives communautaires et autres besoins du programme. Des subventions sont octroyées à des projets particuliers qui répondent aux critères de la campagne.

Sommaire de la campagne de financement (en milliers de dollars)

Apports reçus :	
Manitoba Hydro	500 \$
Fondation McCall MacBain	237
Fondation RBC	200
Particuliers	110
JFC Burns Investment	35
Stewards Edge	25
Winnipeg Foundation	25
CP Loewen Family Foundation	20
Banque HSBC Canada	13
Delmar Global Trusts	12
Lake Winnipeg Foundation	10
Gold Coast Securities	5
Assiniboine Credit Union	2
Exportation et développement Canada	1
	1 195

Subventions octroyées aux projets :

Exercices antérieurs

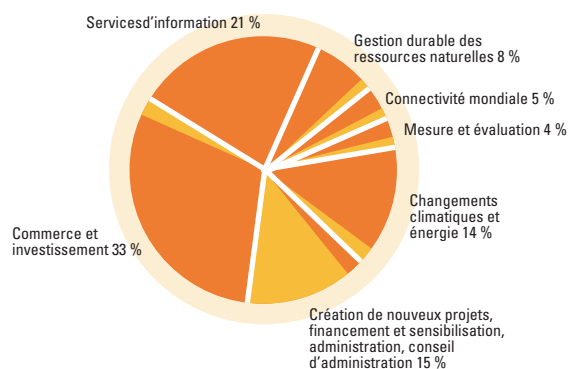
Centre d'innovation pour l'eau	325
Changements climatiques et énergie	248
Leaders for a Sustainable Future/Trade Knowledge Network Internship	39
Conférence du Réseau canadien d'indicateurs de durabilité : Accountability Through Measurement	34
Manitoba Eco Tender	25
Sustainable Leadership Innovation Centre	25
Intern Community Training Platform	20
IISD Board Youth Consultation	13
Building Alliance of Institutions Training Young Professionals	10
Recouvrement de subventions octroyées au cours d'exercices antérieurs	(19)
	720

Exercice considéré

Centre d'innovation pour l'eau	350 \$
Assessment of Microbial Genomics for Bio-refining	34
Sustainable Leadership Innovation Centre – Domestic Winnipeg Pilot	25
Liens entre la pauvreté et les services écosystémiques	25
Winnipeg Community Indicator System – United Way Pilot	10
Secrétariat du Réseau canadien d'indicateurs de durabilité	5
	449
Solde du Fonds de campagne au 31 mars 2011	26 \$

Produits et charges par catégorie de projets en 2010–2011

Total des charges 15 766 153 \$

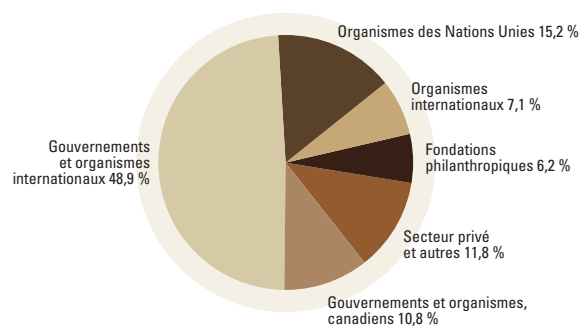


Financé au moyen de ce qui suit :

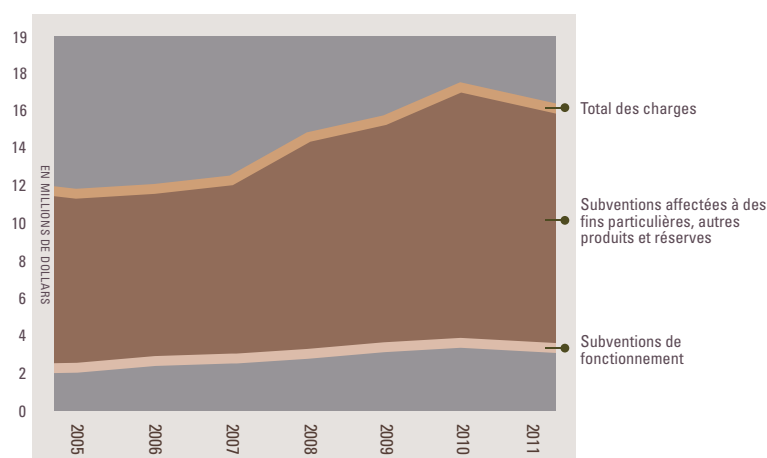
- Subventions de fonctionnement et réserves
- Subventions affectées à des fins particulières et autres produits

Subventions affectées à des fins particulières, par donateur 2010–2011

Total des subventions affectées à des fins particulières 12 618 357 \$



2005–2011 évolution du financement de l'IISD



ANNEXE CONSOLIDÉE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN MILLIERS DE DOLLARS)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

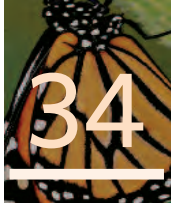
	Commerce et investissement	Services de production de rapports	Changements climatiques et énergie	Gestion durable des ressources naturelles	Connectivité mondiale	Mesures et indicateurs	Fonds d'innovation	Création de nouveaux projets	Publications et communications	Financement	Administration	Conseil d'administration	2011 Total	2010 Total
Produits	4 887 \$	3 427 \$	1 874 \$	1 213 \$	585 \$	530 \$	33 \$	13 \$	1 \$	108 \$	263 \$	– \$	12 934 \$	12 462 \$
Personnel	2 765	897	1 289	919	407	397	26	77	282	267	828	–	8 154	8 332
Collaborateurs	1 286	1 153	335	138	170	129	5	–	57	18	91	–	3 382	3 817
Déplacements	382	873	270	87	65	79	–	7	5	21	70	–	1 859	2 361
Loyer	159	112	80	55	25	28	–	–	16	17	54	–	546	507
Fournitures et autre matériel	108	111	73	51	25	17	–	–	30	20	125	–	560	486
Réunions	241	–	32	40	7	20	–	1	1	32	17	–	391	836
Publications	159	72	16	22	11	2	3	4	39	17	1	–	346	346
Télécommunications	49	50	44	17	8	15	–	1	6	4	27	–	221	223
Amortissement des immobilisations	43	21	19	14	7	6	–	–	10	4	10	–	134	160
Conseil d'administration	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	114	114	136
Documents de recherche	19	7	9	7	2	3	–	1	2	3	6	–	59	60
Total des charges	5 211	3 296	2 167	1 350	727	696	34	91	448	403	1 229	114	15 766	17 264
Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits	(324) \$	131 \$	(293) \$	(137) \$	(142) \$	(166) \$	(1) \$	(78) \$	(447) \$	(295) \$	(966) \$	(114) \$	(2 832)	(4 802)

Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financées au moyen des éléments suivants :

Subventions de fonctionnement
Intérêts

Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)

Subventions de fonctionnement	3 111	3 354
Intérêts	268	249
Total	547 \$	(1 199) \$



ANNEXE CONSOLIDÉE DES SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES (EN MILLIERS DE DOLLARS)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)

Agence canadienne de développement international (ACDI)	495	\$
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	450	
Ressources naturelles Canada	83	
Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)	67	
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)	64	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC)	60	
Environnement Canada	20	
Ressources humaines et développement des compétences Canada (RHCC)	10	
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE)	10	
	<u>1 259</u>	

Gouvernements provinciaux

Manitoba	523	
Alberta	40	
Nouvelle-Écosse	31	
Saskatchewan	13	
Nouveau-Brunswick	11	
Terre-Neuve-et-Labrador	6	
Ontario	6	
Colombie-Britannique	6	
Québec	6	
	<u>642</u>	

Gouvernements étrangers

Norvège		
Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD)	2 707	
Ministère des Affaires étrangères	508	3 215
Danemark		
Ministère des Affaires étrangères		1 580
Suisse		
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	282	
Office fédéral de l'environnement (OFEV)	172	
Office fédéral de l'agriculture	11	
Direction du développement et de la coopération (DDC)	4	469
Suède		
Ministère des Affaires étrangères	297	
Ministère de l'Environnement	70	367
Allemagne		
Ministère fédéral de l'Environnement (BMU)	297	
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)	33	330
États-Unis d'Amérique		
Département d'État des États-Unis		270
Finlande		
Ministère des Affaires étrangères		181
Australie		
Département du changement climatique – Gouvernement de l'Australie	126	
Agence pour le développement international	27	153
Italie		
Ministère de l'Environnement		136
Espagne		
Ministère de l'Environnement		119
Nouvelle-Zélande		
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce		89
Pays-Bas		
Agence néerlandaise, Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité des aliments	69	
Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité des aliments	8	
Ministère du Logement, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement	7	84
Brésil		
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)		56
Taiwan		
Bureau de représentation de Taipei au Canada (TECO)		47
Japon		
Institut des stratégies environnementales mondiales (IGES)	35	
Institut de recherches sur l'industrie mondiale et le progrès social (GISPRI)	11	46

France		
Ministère de l'Écologie		27
Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF)	10	37
Inde		
Ministère des énergies nouvelles et renouvelables		37
Autriche		
Ministère fédéral autrichien de l'Agriculture, des Forêts et de l'Environnement		24
Corée		
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce		13
		<u>7 253</u>

Organismes des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ)	564
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	197
Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (INUFR)	115
Bureau des Nations Unies à Nairobi	62
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	38
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	17
Bureau des Nations Unies à Genève (ONUG)	16
	<u>1 009</u>

Organismes internationaux

Climate Strategies	152	\$
Banque africaine de développement	124	
Banque mondiale	91	
Commission de coopération environnementale (CCE)	80	
Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)	56	
Fonds pour l'environnement mondial, États-Unis	50	
Conseil International des Mines et Métaux	47	
Union des instituts de recherche forestière	43	
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	39	
World Resources Institute (WRI)	32	
Secrétariat du Commonwealth	25	
Global Initiatives, Singapore	24	
Greenpeace International (GPI)	21	
Institute for Social and Environmental Transition	21	
Rights and Resources Initiative, USA	20	
Secrétariat de la Communauté des Caraïbes	20	
World Wide Fund for Nature - South Africa (WWF-SA)	18	
Les Amis de la Terre	14	
World Business Council for Sustainable Development	11	
Autres (moins de 10 000 \$)	13	
	<u>901</u>	

Fondations philanthropiques

The Swedish Foundation for Strategic Environmental Research (MISTRA)	445
Citigroup Foundation	80
Fonds Marshall allemand des États-Unis	27
Centraide Winnipeg	15
The Free Software and Open Source Foundation of Africa (FOSSFA)	12
Autres (moins de 10 000 \$)	6
	<u>585</u>

Secteur privé et autres

Université Simon Fraser	145
Autorité canadienne pour les enregistrements Internet	102
Masdar	97
Pimachiowin Aki Corporation	95
Shell Canada Energy	66
Greenland Consulting	56
Université du Delaware	40
Commission du Mékong	25
Enbridge	25
TransCanada Pipelines	21
AECOM International Development, Inc.	20
Carrier Sekani Tribal Council	19
Université de Sheffield	16
Suncor	10
Autres (moins de 10 000 \$)	30
	<u>767</u>

12 416 \$